

# "MEIN-HARZ"

Revue de formation et de théorie  
de l'Union Démocratique Bretonne

NUMÉRO 6  
JANVIER 1979

10 F

## SOCIALISME . . .

L'évolution du capitalisme en Bretagne a été et est toujours différente de celle du capitalisme dans ses zones de concentration.

La bourgeoisie bretonne s'est formée lentement et elle s'exclut complètement aujourd'hui du combat de libération nationale du peuple breton.

La bourgeoisie bretonne doit son maintien moins à une élévation de sa production qu'au renforcement de sa position de comprador. Du fait que ses positions ne soient bien ancrées que dans des branches productives insignifiantes, cette bourgeoisie n'a pas été capable de créer

en Bretagne un prolétariat industriel. Le prolétariat en Bretagne résulte plus du capital étranger que de la bourgeoisie indigène.

Dans ces conditions, le combat du peuple breton ne dépend pas seulement du mûrissement de facteurs intérieurs à la Bretagne mais aussi de nombreux facteurs qui lui sont extérieurs, tel le soutien de sa lutte sur la classe ouvrière hexagonale et internationale.

La question nationale en Bretagne ne peut donc être résolue sans l'union de la classe ouvrière et de toutes les couches exploitées par le capitalisme en Bretagne et sans l'union internationaliste avec le prolétariat (de l'hexagone et extérieur à l'hexagone).

. . . ET AUTONOMIE

# "MEIN-HARZ"

*Par rapport à un certain nombre de remarques ou de critiques faites à l'égard de « Mein-Harz », ou à l'égard d'articles parus dans « Mein-Harz », le responsable rappelle que cette revue peut servir à la formation, à l'approfondissement théorique, ou au débat politique au sein de l'U.D.B. (même si elle est ouverte aux lecteurs, et éventuellement aux rédacteurs extérieurs au parti) : elle ne saurait donc en aucun cas engager le point de vue du parti lui-même. Les articles n'engagent donc que leur signataires. Le responsable se fait un plaisir de publier les articles en désaccord avec ceux qui sont déjà parus. Le thème « Autonomie et Socialisme » est loin d'être épuisé, mais des articles qui ne traiteraient pas tout à fait ce thème-là sont également les bienvenus. La rédaction ne croule pas sous la copie, loin s'en faut.*

Bonne Année.

L. Le Page.

---

## SOMMAIRE

### **AUTONOMIE ET SOCIALISME :**

- « Autonomie OU Socialisme » par J.J. Monnier
- « Pour l'autonomie de la Bretagne » par R. Le Guellec
- « Un socialisme aux couleurs de la Bretagne »  
par A. Gweguen et Y.K. Pannetier

### **RECREATION**

REPONSE A UN ARTICLE DU N° 5 par Y. Le Floch

# SOCIALISME OU AUTONOMIE ?

## SOMMAIRE

Cet article a pour but d'analyser brièvement la tradition marxiste « orthodoxe », parfois appelée « marxisme-léninisme », plus exactement « marxisme-stalinisme », qui a servi de bible aux partis socialistes et communistes « marxistes » jusqu'à nos jours. **Cette tradition exclut de sa pratique politique la notion d'autonomie au nom de la « dictature du prolétariat » et d'un « centralisme démocratique » mal compris**, discipline de parti appliquée à l'État tout entier. Elle résulte d'une **vision purement économiste** et mécaniste du monde et contrarie actuellement la progression des idées socialistes. **Une autre tradition**, tout aussi répandue, pose l'égalité socialisme = autonomie et réconcilie la lutte pour le socialisme, démocratie pleinement développée. C'est à partir de cette seconde pensée socialiste, toujours latente même dans les partis ouvriers les plus figés, que l'on peut tenter une définition du socialisme qui mette fin aux mécanismes d'exploitation capitalistes et qui évite les dangers difficilement réversibles du « socialisme » monopoliste d'État.

## PLAN DE L'ARTICLE

- I. Marx I, Lénine et l'hyper-centralisme sans démocratie
  - A) L'ÉLOGE DE LA CENTRALISATION
  - B) LA FUSION DES NATIONALISTES
  - C) L'INÉGALITÉ DES PEUPLES
  - D) LUTTES NATIONALES AU SECOND PLAN
- II. Marx II et la contestation de l'État centralisé
  - A) LE PROBLÈME DE LA NATURE DE L'ÉTAT
  - B) UN COURANT UTOPISTE ?
  - C) UNE POSTÉRITÉ IDÉOLOGIQUE IMPORTANTE
- III. Définir une voie socialiste qui implique l'autonomie
  - A) LE « FAUX SOCIALISME » DE LA NÉCESSITÉ

## B) LE SOCIALISME DE LA LIBERTÉ

- 1) Centres de décisions multiples
- 2) Première contradiction : autonomie-plan
- 3) Contradiction autonomie-démocratie

## C) ET MARX ?

- 1) Actualité et insuffisances
- 2) Socialisme = extension des libertés
- 3) Où en est-on ? Comment construire ?
- 4) Un socialisme pluraliste d'en-bas

## CONCLUSION

Dénoncer les anti-modèles, l'omniprésence du « jacobinisme de gauche ».  
Mieux répondre au besoin de décider des travailleurs et de la population.

En politique - puisque le politique est trop souvent dissocié de la vie quotidienne - des termes semblent jurer entre eux, pis, s'opposer radicalement sans interférence possible : il y a, particulièrement dans l'Hexagone, un « **jacassin politique, catalogue de concepts hérités, jamais remis en cause**, où les catégories semblent établies pour l'éternité. Ainsi, de même que s'opposent l'eau et le feu, apparemment par nature, « Droite » est le contraire de « Gauche » - ce qui, pris d'une manière générale, se justifie puisqu'il s'agit de deux conceptions de l'Homme -, « réformiste » s'oppose à « révolutionnaire », « socialiste » s'oppose à « communiste », « libéral » à « socialiste », « chrétien » à « marxiste », « bourgeois » à « ouvrier » (et donc « paysan » à « ouvrier »). Dans la même conception figée, « État » s'oppose à « intérêts particuliers », « planification » à « libéralisme », « socialisme » à « autonomie ». Ces catégories, issues à la fois de la Révolution française bourgeoise, des théoriciens politiques du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'expérience soviétique, sont également acceptées et confortées par les conservateurs : **comme il est**

**pratique de montrer que l'autonomie des individus, des groupes, des communautés sociales, ethno-culturelles, économiques, c'est-à-dire la liberté est incompatible avec le socialisme, planificateur donc centralisateur, donc négateur de liberté !** Prisonnière de catégories figées depuis longtemps, confortée par la vision bourgeoise de l'histoire véhiculée par l'École, la Gauche se trouve rejetée dans l'héritage de la France jacobine puis bonapartiste. Force de liberté, elle est privée de l'impact de ses idées et affaiblie par son double langage, libéral face aux atteintes à la liberté, contraignant et centralisateur dans l'avancée de solutions à court ou long terme, depuis que les perspectives ultimes du dépérissement de l'État ont été abandonnées, par souci de réalisme et à la lumière des expériences de l'Est.

Bref, la Gauche - toute la Gauche, même celle des mouvements nationalistes - se trouve reléguée au rôle archaïque de **mainteneur de l'État**, de « l'Unité », de « l'Indépendance » nationale, du fait d'une tradition, d'un héritage.



tage jalousement conservé, d'une vision hyper centralisée de l'évolution du monde et des modes de transformation économique et sociale. **C'est en particulier une vision sélective des écrits marxistes qui conduit la gauche à cette impasse.** Nous verrons que d'autres lectures sont possibles et qu'une clarification s'impose au niveau même de la conception du socialisme.

#### I. Marx I, Lénine et l'hyper-centralisme sans démocratie

Le Marx qu'a retenu la tradition marxiste, qu'elle soit socialiste ou communiste, n'est certes pas autonomiste. Au contraire, c'est un partisan décidé de la centralisation, des grands ensembles politiques, de l'assimilation des petits peuples. L'autonomie culturelle relative masquant une absence totale d'autonomie politique et économique, caractéristique de l'U.R.S.S. et des États qui ont « adopté » le même système, résulte de la stricte application de ces textes et des écrits de Lénine, qui ont renforcé cette tendance de Marx à prôner l'hypercentralisation, de Marx I, disons-nous, car tout un aspect opposé de la pensée du théoricien est ainsi passé sous silence : nous le verrons plus loin. Nous y joignons la pensée des autres fondateurs de la doctrine que sont Engels, Rosa Luxembourg et Lénine, car leurs écrits se complètent, se répondent, se renforcent mutuellement.

A) La tendance commune à ces écrits est l'éloge de la centralisation, jugée à la fois inéluctable et nécessaire au mouvement ouvrier. La formulation la plus nette est celle de Rosa Luxembourg (1) : « la centralisation capitaliste constitue le fondement, sinon l'un des éléments essentiels, du système socialiste futur ». Lénine précise (2) : « la soumission sans réserve à une volonté

MEIN HARTZ — Page 4  
*unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique ». D'où la condamnation sans appel de la décentralisation et de l'autonomie. « Les marxistes sont bien entendu hostiles à la fédération et à la décentralisation, pour cette simple raison que le développement du capitalisme exige que les États soient les plus grands et les plus centralisés possibles ».*

B) Centraliste, le marxisme traditionnel prône aussi la fusion des nationalités par intégration aux grandes nations. Lénine lie clairement cette option à la précédente (4) : « le parti du prolétariat assure à créer un État aussi vaste que possible, car tel est l'intérêt des travailleurs; il aspire au rapprochement, puis à la fusion des nationalités ». 75 ans auparavant, Engels précisait déjà, dans une lettre à Marx, son opinion sur la nation polonaise (5); « plus je réfléchis à l'histoire, plus je comprends que la Pologne est une nation foutue dont on ne peut se servir que jusqu'au jour où la Russie sera elle-même entraînée dans la Révolution agraire. A partir de ce moment, la Pologne n'aura plus aucune raison d'être ». Ainsi, selon Engels et Marx, il existe des peuples « non historiques » voués à l'assimilation, tandis que d'autres sont voués à l'expansion.

C) Cette distinction se réfère à la notion d'inégalité de fait entre les peuples : Staline parle clair : « les nations et les peuples attardés doivent être entraînés dans la voie générale d'une culture supérieure. Seule une telle solution peut être un facteur de progrès et acceptable pour la social-démocratie » (6). Les premiers marxistes, puis ceux du XX<sup>e</sup> siècle, n'échappant donc pas à la manie de classer hiérarchiquement les groupes humains, manie qui a fait tant de ravages idéologiques et

pratiques au cours des dernières cent cinquante années - ainsi ce jugement de Lénine (7) : « admettons qu'une frontière d'État passe un jour entre la grande Russie et l'Ukraine; même dans ce cas, le caractère historiquement progressif de l'assimilation des ouvriers grands russiens et ukrainiens ne fera aucun doute ». Même attitude assimilationniste vis-à-vis des Juifs et de leur organisation politique révolutionnaire, le Bund, à laquelle pourtant Lénine rend hommage (8); « le Bund a su créer une organisation efficace qui lui permet d'éduquer les ouvriers et de leur insuffler de l'enthousiasme révolutionnaire... mais comme son nationalisme latent devient de plus en plus marqué, il suscite des tendances séparatistes de plus en plus marquées dans la masse ouvrière juive ». D'où la conclusion : « il n'y a pas de doute que le Bund ralentit le progrès de la social-démocratie ». Le but avoué de Lénine était d'intégrer le Bund à l'organisation russe centralisée, afin de lui faire perdre - et aux juifs avec - son (et leur) identité.

Cette pensée assimilatrice se trouve par le passage suivant : « au nom de la culture nationale - grand-russe, polonaise, juive, ukrainienne, etc... - les Cent Noirs et les cléricaux et aussi les bourgeois de toutes les nations accomplissent une besogne réactionnaire... Notre mot d'ordre à nous, c'est la culture internationale du démocratisme et du mouvement ouvrier mondial » (9). Cette lutte indifférenciée contre les « cultures nationales », sans égard à leur nature, cela revient à lutter contre ce qui est réactionnaire dans la culture majoritaire - ici, la russe - mais aussi contre l'existence même des cultures minoritaires ou non-territoriales. La lutte contre ces cultures se fera dans la langue dominante. De même, l'émancipation des peuples colonisés n'est perçue que de façon utilitaire, du seul point de vue du prolétariat de la métropole, de l'État impéria-

MEIN-HARTZ — Page 5  
liste. Ainsi, en 1848, Marx s'irrite de l'attitude du prolétariat irlandais, qui se révolte contre la totalité du peuple anglais, prolétariat compris. En 1869, c'est du point de vue des ouvriers anglais que Marx réclame l'indépendance de l'Irlande, c'est ce que Lénine nous explique en 1916 (10).

Plus étonnante encore, la position de Marx sur la colonisation de l'Inde : « même si les anglais ont irlandisé ce pays, la destruction des formes ancestrales stéréotypées était la condition sine qua non de l'Européanisation... Il fallait détruire l'industrie ancestrale, dépouillant ses villages de leur self supporting character ». Dans le même esprit, Marx se félicite aussi de la conquête de l'Algérie par la France.

D) Place secondaire des luttes nationales

Du point de vue de ce Marx I, conforté par Lénine puis Staline, le mouvement d'émancipation des minorités n'est perçu que comme un accélérateur de l'histoire intérieure des métropoles, rien de plus. Au sein d'un grand État, Lénine, condamne « l'autonomie nationale culturelle » comme réactionnaire. Les petits peuples sont distingués comme « peuples non historiques », voués à l'assimilation totale par les « grands peuples ». Cette formulation d'Engels inscrit donc l'ethnocide dans le sens de l'histoire. L'antisémitisme et le pangermanisme professés par ailleurs par Engels expliquent sans doute cela.

Cette conception ne laisse évidemment aucune place à l'autonomie. Elle est due à une fausse distinction entre une infrastructure fondamentale (l'économie et une superstructure secondaire (mentalité, religion, langue). L'infrastructure serait le terrain de la lutte des classes, les luttes nationales étant alors rejetées dans la superstruc-

ture. Or, celui qui ne pense pas, ne mange pas. La langue devrait aussi être rattachée à l'infrastructure.

Une autre confusion, héritée de la Révolution Française, est celle entre état et nation. Il est d'ailleurs significatif que la plupart des grands historiens français de la Révolution française bourgeoise, fervents admirateurs de la terreur de 1793, ont été des marxistes militants : Mathiez, Lefevre, Soboul. **Le marxisme ici rejoint, dans l'éloge, le radicalisme conservateur.** Pour cette école, l'humanité de demain sera uniformisée... et francophone. C'est ainsi que les français interprètent les sentences de Marx et Engels.

- « Le prolétariat n'a pas de patrie »

- « Le prolétariat doit s'ériger en classe nationale »

- « Le prolétariat doit se constituer lui-même en tant que nation ».

Il est clair que dans cette optique, les spécificités culturelles sont jugées provisoires et secondaires, la société devant, selon Lénine, « former un unique bureau et un unique établissement industriel ».

Centralisateur, uniformisateur, reléguant **les cultures** au second plan tout en exaltant la **Culture** dominante, le marxisme traditionnel est la négation complète des principes d'égalité, de souveraineté et de droits culturels des minorités nationales. Dans cette optique, l'autonomie est réactionnaire et inutile. De nos jours encore, Laurent Salini peut écrire, au nom du marxisme, dans l'Humanité : « Il ne faut pas créer de fiefs comme autrefois pour les barons. Le pouvoir politique ne peut être que national et la loi la même pour tous les français, qu'ils soient bretons ou alsaciens ».

En donnant un contenu exclusivement

MEIN-HARZ — Page 6  
économique au socialisme à construire (collectivisation, étatisation des moyens de production), on escamote toute une série d'oppressions et l'on risque même d'en créer de nouvelles.

## II. Marx II

Pourtant, communistes espagnols et français sont d'accord pour réclamer les droits nationaux pour le peuple basque, y compris le droit à la séparation. Il y a donc une autre lecture de Marx qui aboutit à des résultats sensiblement différents de la lecture centraliste et léniniste. Il est vrai qu'il s'agit d'un Marx gommé par les « marxistes » ultérieurs, et peu connu, antithétique du précédent, et qui s'inscrit dans un long courant socialiste décentralisateur.

A) Le problème de la nature de l'État :

Il ne sera posé que sous la Commune. A ce moment, le fédéralisme est apparu comme une forme d'organisation politique envisageable dans une société de progrès. Curieusement, cet héritage de la Commune a été passé sous silence par la gauche française et européenne, alors que l'évènement lui-même continue à être célébré religieusement par tous. Ce fédéralisme prolongeait un courant qui allait s'élargissant depuis 1848, la France ne cessant, depuis 1793 de s'enfermer chaque année un peu plus dans la centralisation. Le second Empire avait fortifié le capitalisme tout en le protégeant d'institutions plus adaptées et avait renforcé l'emprise de l'état sur l'individu. Le droit de grève ne restait qu'illusoire puisque la liberté de former des syndicats n'existait pas. Des hommes aussi différents que Lamennais, Vivien, Odilon-Barrot et Chevalier, préchaient la décentralisation. **Mais seul**

Proudhon a précisé ce que pourrait être un régime fédéraliste, c'est-à-dire donnant un pouvoir étendu aux communautés de base. Cette théorie part des deux pôles opposés des régimes sociaux, l'ordre et la liberté. L'un sans l'autre n'est qu'arbitraire ou anarchie stérile. Le problème est d'équilibrer les 2 tendances. La République centralisée enlève, selon Proudhon, toute liberté à l'individu. L'État, qui s'affirme représentant de l'intérêt général, ne lui laisse finalement que des votes épisodiques séparés de périodes de pouvoir sans contrôle pendant des années. Pour Proudhon, l'État décentralisé est également imparfait parce que la hiérarchie demeure (nations, régions) et que l'État peut reprendre n'importe quand toute son autorité. Selon lui, le fédéralisme apporte la liberté réelle dans une société non hiérarchisée formée de groupes autonomes. Dans cette théorie, **la réalité de la Communauté de base de travailleurs-consommateurs réside, fait nouveau dans son pouvoir économique, consacré comme un droit. Le politique est ainsi relié à l'économique et à l'égalité avec lui.** Le libéralisme économique est condamné et remplacé par le mutualisme, fondé sur un « contrat » et un « prix juste ». Autonomie et fédéralisme constituent donc les deux aspects d'une même réalité, le premier terme mettant en avant la liberté et le second les liens avec les autres communautés et les pouvoirs délégués au niveau supérieur. Ce système a le mérite de distinguer la diversité de l'unité tout en les conjuguant. La plupart des théoriciens socialistes avaient, jusque là, été prisonniers de l'équation identité = unité = uniformité. Le système de Proudhon, sans être conçu pour des peuples, peut se définir : « Système politique et économique dans lequel un certain nombre de communautés consentent à déléguer, dans leur intérêt commun, une partie de leur souveraineté économique et politique à

MEIN-HARZ - Page 7  
une autorité commune contrôlée démocratiquement ».

B) Un courant utopiste ?

Révolutionnaire dans sa nouvelle conception des rapports des individus et des collectivités, cette doctrine devait néanmoins être qualifiée d'« utopiste » par le courant marxiste orthodoxe, fasciné par la force de l'État bourgeois et la puissance de la concentration capitaliste.

Après Marx, Lénine avait résumé cette condamnation (11) : « Les marxistes ne préconisent en aucun cas ni le principe fédératif, ni la décentralisation. Un grand État centralisé constitue un énorme progrès historique, conduisant du morcellement moyenâgeux à la future unité socialiste du monde entier ».

C) Une postérité idéologique abondante

La commune a vulgarisé les idées de Proudhon et leur a donné un commencement d'application. Elle a énoncé le principe fondamental du fédéralisme politique : « L'unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les associations locales, de toutes les énergies individuelles, en vue d'un but commun, le bien être, la liberté et la sécurité de tous » (déclaration du 20 avril 1971). Cette première tentative de réalisation concrète du fédéralisme proudhonien a eu de nombreux héritiers dans le mouvement ouvrier, coopératif et syndical. Marx lui-même, dont on a vu les options centralisatrices, dans sa lettre du 30 mai 1871 intitulée « La guerre civile en France », écrit du fédéralisme décentralisateur de la Commune : « c'était la forme politique enfin trouvée sous laquelle il était possible de réaliser l'émancipation du travail ». Il précise plus loin : « en réalité, la constitution communale eut

restitué au corps social toutes les forces absorbées jusque-là par l'État, parasite qui se nourrit de la substance de la société et en paralyse le libre mouvement. Par ce seul fait, elle eut été le point de départ de la régénération de la France ». Dans la même brochure, Marx multiplie les approbations à l'œuvre anti-étatique de la commune. Dans la préface de l'édition suivante du « manifeste communiste », il soulignait : « la commune a notamment démontré qu'il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de l'État pour le faire servir à ses propres fins ». Dans la « Sainte Famille », son premier ouvrage vraiment économique, Marx note : « Proudhon a soumis la propriété privée au premier examen sérieux en même temps que scientifique, progrès qui révolutionne l'économie et pose pour la première fois la possibilité d'une véritable science ». Marx avait aussi reconnu à Proudhon le mérite d'avoir défini la plus-value et d'avoir défini la dialectique sérielle, « essai de donner une méthode par laquelle la pensée indépendante est remplacée par l'opération de la pensée » (dans « l'Idéologie Allemande » 1845-1846). « Communes dans leurs origines et leurs visées finales, complémentaires dans leurs méthodes, en dépit des querelles, des réactions et des violences doctrinales, ces 2 pensées vont, à chaque grand tournant du mouvement social, se trouver confrontées, affrontées, mêlées, impliquées réciproquement dans leur développement », écrit J. Bancal (Proudhon, œuvres choisies - Idées p. 35). On peut donc écrire que par certains écrits, certaines analyses, Marx continue Proudhon et son fédéralisme, bien que ce Marx 2 ne soit pas « marxiste-léniniste » selon les caractères définis au début de ce texte. Après Marx, l'influence du courant décentralisateur a continué à être fort à la base des mouvements ouvriers européens. Ainsi Engels écrit dans la préface de 1890 au Manifeste Communiste. « Il a fallu un

MEIN-HARZ — Page 8  
programme qui ne fermât pas la porte aux proudhoniens français, allemands, belges et espagnols ».

Dans toute l'Europe, le courant est puissant et joue un rôle dans chaque mouvement révolutionnaire; de Russie, Herzen a écrit à Proudhon : « Vous êtes mon maître ». En France, Jaurès se réclame à la fois de Proudhon et de Marx et ajoutera à la revendication économique de Proudhon une exigence de décentralisation culturelle et de respect des langues minoritaires (in « le Peuple Breton » n° 9). L'autonomie syndicale, toujours affirmée, est aussi un héritage proudhonien, avec son postulat d'indépendance par rapport aux partis ouvriers; syndicalistes révolutionnaires et proudhoniens ont joué un rôle déterminant sur la Révolution Russe jusqu'en 1918 (12), notamment dans la formation des soviets de base. Cet acquis sera balayé par Lénine, et surtout par Trotsky et Staline. Peu de temps après, l'éphémère « république des conseils » de Hongrie (1919) est aussi « autogestionnaire », contre les grands propriétaires fonciers. Ce n'est qu'avec la déstalinisation que l'on a redécouvert ce mouvement et son leader Bela Kun, exécuté par Staline. La Révolution allemande de 1919 a eu le même caractère décentralisé. Exemple actuel, la Yougoslavie de Tito s'est largement mise à l'école de Proudhon, avec une organisation politique nettement fédéraliste et une diffusion du pouvoir économique vers de nombreux centres de base (« autogestion »), comme l'atteste le début de la constitution yougoslave : « La République socialiste fédérative de Yougoslavie est un État fédéral, une communauté socialiste fondée sur le pouvoir du peuple travailleur et sur l'autogestion. Elle est composée de 6 républiques et de 2 régions autonomes... Chaque république socialiste possède sa propre constitution. L'auto-gestion des citoyens de la commune constitue la base du système

socio-politique unique ». Marx II et le socialisme décentralisé peuvent donc aussi, comme leur contraire, le socialisme centralisé, donc bureaucratique, être jugé sur leurs actes. Au niveau de l'organisation concrète, « l'économie yougoslave est gérée par 11.000 conseils ouvriers, élus par les membres des collectivités du travail ». Et, « au sein des Républiques, les citoyens décident des questions d'intérêt commun qui n'entrent pas dans les attributions de la Fédération... » Cette belle réalisation fédéraliste est ternie par le monopartisme, mais ce n'est pas irréversible.

Dernière illustration, la Tchécoslovaquie du printemps de 1968 avait elle aussi redécouvert, en éliminant le stalinisme, les vertus du fédéralisme. Dans une perspective unanime, le sociologue français Gurvitch concluait ainsi sa comparaison (Proudhon et Marx - C.D.U.) : « La pensée de Proudhon et celle de Marx, au lieu de s'exclure, se complètent et se corrigent mutuellement « puisque » les éléments a-étatiques et volontaristes de Proudhon avaient commencé la pensée de Marx et de Lénine ». Nous avons vu qu'effectivement, Marx a oscillé entre le fédéralisme et le centralisme, mais qu'il a opté, avec Engels, Rosa Luxembourg et Lénine pour la sur-centralisation politique, dans le parti puis dans l'État. Et c'est cet héritage qui est devenu le « marxisme-léninisme » orthodoxe, continué par Staline et invoqué, aujourd'hui, tant par Brejnev que par Hua Ko Feng. Nous avons vu que la pensée et la pratique socialiste ont souvent opté pour l'autonomie et la décentralisation, mais la doctrine sacralisée à Moscou, imposée aux pays de l'Est et adoptée par la plupart des partis communistes et nombre de partis socialistes, les excluent totalement. Tant que le socialisme reste défini par la seule « propriété étatique des moyens de production et d'échanges » (P.C.F.), par un plan impératif et

MEIN-HARZ — Page 9  
centralisé, le socialisme et l'autonomie restent inconciliables.

Lorsque le parti communiste espagnol (P.C.E.), appuyé en cela par le P.C.F. (Humanité-Dimanche du 6 octobre 1976), soutient « la juste lutte du peuple basque pour la reconnaissance de ses droits nationaux » et préconise un statut d'autonomie, il n'agit certes pas en fonction de la même définition du socialisme !

III. Définir une voie socialiste qui implique l'autonomie

#### A) UN FAUX SOCIALISME : LE SOCIALISME DE LA NÉCESSITÉ

La tradition marxiste semble avoir écarté tout ce qui, dans Marx, évoquait la liberté et la destruction de l'appareil d'État. Par contre, elle a renforcé tout ce qui, chez lui, impliquait une forme de contrainte sur les individus et les groupes. Au « socialisme de la liberté » que définissait Proudhon et que Marx ne rejetait pas (voir partie précédente) s'est ainsi substitué le « socialisme de la nécessité », qui rejette la liberté dans l'après-révolution, c'est-à-dire dans l'au-delà, après une période indéterminée de « purgatoire » (dictature du prolétariat, dans la pratique, dictature sur le prolétariat). Ce socialisme autoritaire (deux mots qui s'opposent, pour beaucoup de militants progressistes), s'exprime par le maximum de centralisation économique et politique, un monopartisme sans démocratie interne, une censure rigoureuse et vigilante, la négation des divergences internes, la mise au silence des dissidents, de gauche comme de droite, le musellement de toutes les revendications sociales. Un tel système qui ne tolère qu'un certain pluralisme linguistique, à condition qu'il n'y ait pas pluralisme des contenus politiques. De la sorte, il n'y a



pas d'autonomie réelle, même si de tels régimes comportent, en théorie, des « régions », « territoires » et même « républiques » autonomes ou fédérés. Au-delà du vocabulaire, c'est le triomphe de la logique jacobine sur la logique pluraliste et démocratique des mouvements de libération de base. La première logique sous-tend une vision compacte et indifférenciée de la société à transformer, de la culture, du progrès, vision que l'on retrouve dans toutes les tendances de la gauche française de Zola à Herriot, de Mitterrand à Marchais, particulièrement chez les dirigeants. Dans la pratique du pouvoir telle qu'elle s'est manifestée en Europe de l'Est, et plus récemment dans d'autres continents, on bâtit un totalitarisme de la contrainte, « pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et qui n'est lié à aucune loi », selon Lénine lui-même. Le but est de parvenir à une société réunifiée, harmonieuse et consentante. La justification de la dictature de type bolchevique est son caractère temporaire. L'instrument de cette dictature est le parti bolchévique, que Gramsci a défini comme étant « le foyer de la foi, le gardien de la doctrine du socialisme scientifique ». Lénine a clairement formulé le rôle de ce parti, qui fait rapidement le vide autour de lui : « le parti au complet corrige, désigne et dirige, sur la base d'un critère unique » pour substituer « à l'anarchie du marché la centralisation absolue ». Cette fonction centralisatrice bien marquée explique, qu'à peine au pouvoir, les bolchéviques détruisent progressivement, conformément à la doctrine, chaque centre de vie autonome et concentrent tout le pouvoir économique, politique et culturel en une structure de commandement unique, le parti sacralisé, le Parti. Chaque fois qu'un parti croit représenter à lui seul le peuple tout entier ou le prolétariat tout entier, le « socialisme de la contrainte » est au bout du chemin. Tous les contre-pouvoirs sont alors

MEIN-HARZ — Page 10  
balayés, comme « anti-révolutionnaires ». L'art lui-même devient un simple instrument aux mains de dirigeants spécialisés, tel naguère Jdanov en URSS. Pour parvenir à l'âge d'or hypothétique de la société sans État, il faut tout étatiser. Il y a là une évolution très voisine des sociétés capitalistes où les pouvoirs sont de plus en plus concentrés, où les velléités d'autonomies locales sont abandonnées, notamment au niveau économique, où la pluralité des médias cache mal l'homogénéité centralisatrice de l'information. *Anti capitaliste et révolutionnaire à l'origine, « le socialisme de la contrainte » tend ainsi à reproduire, sous un vernis différent, le modèle bureaucraté, concentré, massifié qu'il combat.* Dans un cas comme dans l'autre, les syndicats de masse, étendus à l'immense majorité des salariés, sont utilisés comme facteurs d'intégration de la classe ouvrière et de suppression de sa capacité de lutte, de contestation, de proposition.

## B) LE SOCIALISME DE LA LIBERTÉ :

### 1) Centres de décision multiples

Exprimé par des courants divers, y compris à l'intérieur de mouvements orientés vers le « socialisme de la nécessité », il existe aussi un autre socialisme, identique dans son refus fondamental de l'injustice et de la société capitaliste, et qui tend à réaliser une société radicalement différente. Ces courants puissants échappent aux classifications rituelles des dirigeants des partis et des États de l'Est. Ils sont tour à tour traités avec fraternité, rejetés à droite, étiquetés « fédéralistes », « utopistes » ou « réformistes » selon les circonstances, et ces dénominations paraissent si catégoriques que des partis socialistes mal définis et même des groupes du type « radical de gauche »

repreignent sans les analyser. Heureusement, le courant socialiste libertaire dépasse largement la dictature du langage politique qui prétend la discréditer. Ce « socialisme de la liberté » estime fondamentale l'extension de chaque liberté, y compris « formelle ». Il se résume par la formule, employée vers 1968 par Guy Mollet, devenu théoricien de la recherche socialiste après son retrait de la politique active, aussi bien que par Waldeck-Rochet, ancien secrétaire du P.C.F. : « le socialisme, c'est l'extension à tous les niveaux, des libertés et de la démocratie, y compris dans le domaine économique. » En ce sens, une extension du droit de grève, un gain d'autonomie pour les communes ou les régions, une plus grande liberté de création artistique, sont autant de pas vers le socialisme. Par contre, la suppression pratique du droit de grève et de la liberté de fonder des syndicats, la suppression des libertés culturelles, nationales ou religieuses, sont autant de pas en arrière, vers la tyrannie capitaliste ou étatique. De la même façon, toute autonomie gagnée dans les médias, dans le système scolaire, dans les mouvements de consommateurs, dans l'organisation des salariés ou des coopérateurs, est autant de progrès dans la voie d'une démocratie socialiste, de même que toute réduction des injustices sociales, toute amélioration du cadre de vie collectif, toute reconquête de sites ou de zones confisquées. Bien sûr, il faut bien veiller à ce que les forces économiques ne contrôlent pas ce que le pouvoir politique abandonne, mais ceci est l'affaire des travailleurs organisés et du contrôle démocratique des citoyens. A eux de veiller qu'une « radio-libre » ne devienne pas le monopole d'un milliardaire local, qu'une « école libre », c'est-à-dire autonomie et populaire, ne dépende pas d'un financement privé qui influencerait son contenu.

La démocratie étendue à tous les

MEIN-HARZ — Page 11  
domaines de la vie collective, qui fait partie de notre définition proposée du socialisme, implique donc la pluralité et l'autonomie des centres de décision. C'est une conception qui doit assurer à l'individu le maximum de liberté de choix (autonomie) au sein de ses groupes de base (famille, quartier ou village, entreprise, commune...), un maximum de possibilités de choix de ces groupes de base, socio-économique ou géographique, un maximum de pouvoir et de libertés culturelles aux entités culturelles. Cette recherche de l'autonomie et de la démocratie à tous les niveaux implique aussi une recherche dialectique de l'équilibre des pouvoirs, ce qui évite la formation d'un pouvoir unique, absorbant et totalitaire (12). Elle maintient une certaine autonomie de la société civile par rapport à l'État Central et par rapport aux « pouvoirs régionaux ».

### 2) Contradictions autonomie-plan

Ce type de socialisme garantit aux individus et aux groupes des zones de liberté protégée, donc d'autonomie, vis-à-vis de toute ingérence. Évidemment, le domaine de chaque cellule d'autonomie rencontre le domaine d'un autre pouvoir sur ses marges. De même, chaque unité de production autogérée entre en contradiction avec le plan général de développement (social, économique, culturel...) Le rôle du parti politique est de proposer une synthèse de ces intérêts divers, dans le respect de ces autonomies de base. Après discussion, confrontation, harmonisation et arbitrage (par un Sénat des régions, par exemple, dans le cas d'un État fédéral), le plan de développement, second signe distinctif du socialisme, peut être appliqué comme lieu géométrique des aspirations communes, à l'ensemble des communautés de base.

Cette liberté maximale ne peut ré-

**sulter d'un pouvoir absolu de l'Etat central** : on sait en effet que c'est le quasi-monopole des ressources matérielles et intellectuelles qui est le fondement de l'autoritarisme de l'Etat centralisé au contraire « le socialisme de la liberté » (pléonasmе volontaire, pour plus de clarté) correspond à la diffusion maximale des pouvoirs économiques, politiques, culturels dans les communautés de base. **Il exclut donc une fois pour toutes, le stalinisme et ses variantes actuelles.** Il faudra bien remettre en cause l'expression « camp socialiste » diffusée par l'URSS, qui recouvre un colonialisme interne et une agressivité externe comparables, dans ses formes, à l'impérialisme américain en Amérique Latine.

### 3) *Contradiction autonomie-démocratie*

Il arrive que la démocratie - pouvoir du plus grand nombre -, s'oppose directement à la liberté des groupes plus petits, donc à l'autonomie. L'exemple le plus caricatural serait que les citoyens de l'Hexagone refusent, par référendum, une structure fédérale ou un statut d'autonomie que le peuple breton, informé par un débat contradictoire libre et prolongé, souhaiterait pour sa part. D'où la nécessité de faire descendre le niveau des choix démocratiques au niveau des communautés de base (entreprises, communes, pays, peuples, états...) Le socialisme autonomiste que nous tentons de préciser et qu'une longue tradition populaire a déjà théorisé et illustré, comme nous l'avons vu (2ème partie) **ne peut qu'être un dépassement du pluralisme libéral que connaissent des états sociaux-démocrates comme les pays scandinaves ou les Pays-Bas. En aucun cas, il ne peut naître de l'anéantissement de ce pluralisme.** La France, du fait de sa Révolution jacobine prolongée de 15 ans de bonapartisme et de 33 ans de monarchie centralisatrice, ne connaît que des parcelles de ce pluralisme, d'ailleurs

menacées (presse, liberté d'opinion, égalité politique). Ces parcelles sont à élargir et à multiplier et seront autant de brèches dans la forteresse de l'Etat centralisé, au service des classes dominantes, des puissances d'argent et des régions déjà développées.

### C) ET MARX ?

#### 1) *Actualités et insuffisances*

On ne saurait enfermer sa pensée dans le carcan du léninisme orthodoxe, d'ailleurs primitivement élaboré pour la situation historique et concrète de l'empire russe au début du siècle. Le P.C.I. vient d'ailleurs de le reconnaître publiquement, après le P.C.E., en répudiant l'héritage léniniste. Par contre, les analyses de Marx gardent souvent leur actualité, donc leur utilité pratique, en particulier dans l'analyse de l'injustice. « *L'argent s'accumule en haut et l'aisance disparaît en bas* » en déduisait le socialiste français Michel Chevalier en 1860. De même, l'analyse de l'exploitation reste aussi pertinente, touchant désormais une classe qui déborde largement aujourd'hui celle des ouvriers manuels. De plus, le nombre de salariés sans pouvoir de décision a considérablement augmenté, tant dans le secteur public que dans le privé. En contrepartie, comme Marx le pressentait, la concentration du capital ne cesse de s'accroître (holdings du type « Suez »). **Le capitalisme est désormais plus financier qu'industriel** et a besoin d'un marché homogène de plus en plus vaste. **La baisse tendancielle du taux de profit** par rapport aux investissements accroît encore la concentration financière et géographique de l'industrie. Enfin, **la lutte des classes** se poursuit chaque jour, avec pourtant des risques croissants d'intégration des travailleurs au système de valeurs fondé sur le profit individuel et l'individualisation de la consommation. Les « garde-fous » sont les

partis de classe et les syndicats dits révolutionnaires, qui mettent en évidence l'exploitation, même lorsqu'elle est moins visible, que par le passé (primes de rendement, travail le dimanche, journée de 10 heures et 3 Jours de repos hebdomadaires).

**Ce ne sont pas des recettes mais des analyses** qui aident à voir clair et à éviter l'intégration aux valeurs, idées, mœurs et options imposées par la classe dominante.

Mais il n'y a là - et c'est normal - nulle analyse du colonialisme intérieur ou extérieur, du développement inégal, de l'aliénation culturelle, de la destruction des communautés (ethnocide). A nous de travailler, avec Marx, Faon, Memmi, Laffont et autres, et surtout avec la réalité bretonne dans le monde, de donner un contenu plus réel, plus tangible, plus lié aux problèmes de l'heure, au socialisme que nous proposons. En effet, il n'y a dans Marx, et même dans Lénine, nulle approche sérieuse de la question nationale, uniquement abordée sous l'angle utilitaire ou sous celui d'une superstructure peu importante. Il faudra attendre les écrits sur la question de l'albanais Enver Hodja pour voir un effort sérieux d'intégration de la perspective nationalitaire dans l'action révolutionnaire. Auparavant, l'essor de Staline n'avait été qu'une théorisation empirique des États-Nations en place à l'époque (13).

Chaque militant sent bien qu'aujourd'hui, une parfaite connaissance des théories socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle ne suffit plus. Après la déviation stalinienne - toujours solide au plan des États et séduisante, au plan de la stabilité, pour les dirigeants des jeunes nations et de leurs partis révolutionnaires -, après la tragique confusion « national socialiste », toujours vivante elle aussi, il faut être clair. La seconde n'a rien à voir

avec le socialisme, c'est évident. Quant à la première, elle n'a rien, non plus, de socialiste, du moins si l'on s'intéresse non à la forme extérieure mais au contenu.

#### 2) *Socialisme = extension des libertés*

Le socialiste marxiste Bracke Desrousseaux, qui a formé des générations de militants, écrivait en 1953 : « *il n'y a pas de socialisme sans démocratie et pas de contenu réel et complet de la démocratie sans le socialisme* ». Explication des relations entre les hommes (inégalités, exploitation, aliénation), le socialisme est aussi **action de libération** des individus et des groupes pour leur permettre de parvenir à leur épanouissement maximum. Ceci suppose l'instauration d'une société sans classe, égalitaire, fraternelle, où l'égalité des chances sera assurée, ainsi que le respect de chaque groupe distinct. Ceci implique le contrôle de chaque collectivité de travailleurs sur les moyens de production afin que le profit réalisé le soit dans l'intérêt collectif. De même, au niveau global, le plan et son contrôle démocratique devront garantir que l'économie fonctionne bien au service des hommes et non l'inverse. **Ce contrôle collectif** passe sans doute par la propriété collective mais il ne faut pas cacher que la propriété juridique cache d'autres pouvoirs (E.D.F., S.N.C.F.) et que la propriété étatique, à l'échelle d'un État de la taille et de la population de l'Hexagone, vide le plus souvent le **contrôle populaire de sa réalité**, donc la « *nationalisation* » de son sens. Elle s'oppose le plus souvent à la gestion démocratique et donc à l'autonomie réelle. Il faut donc définir le socialisme autonomiste par ses fins avant de déterminer les moyens pratiques qui, peu à peu, sous la pression populaire, doivent permettre de le réaliser concrètement.



### 3) Où en est-on ? Comment construire ?

Les pays scandinaves sont ceux qui paraissent avoir fait le pas le plus grand dans cette voie sur le plan politique et social, la Yougoslavie sur le plan économique. L'Islande, elle, a réalisé les plus grands progrès dans la voie de l'égalisation des chances et des revenus : l'écart revenu maximum, revenu minimum n'est que de 1 à 3, ce qu'aucun autre état à niveau de vie élevé n'a réalisé. Le développement industriel et la réduction de la hiérarchie des revenus réalisés dans certains du camp soviétique vont aussi dans le sens du socialisme, mais sans aucun développement de la liberté politique et syndicale et au prix du droit de grève. Seul le droit au travail - souvent imposé - est largement réalisé. Partout donc, l'essentiel reste à faire, soit au niveau du pouvoir économique (dans les social-démocraties), soit au niveau des pouvoirs politiques et syndicaux (États de l'Est). Dès lors, ce sont des réformes successives, tendant à la diffusion des pouvoirs dans tout le corps social qui mènent au socialisme.

**Réformisme ?** oui, s'il s'agit d'agir sans cesse, concrètement pour étendre les pouvoirs et améliorer le sort des travailleurs.

**Révolution ?** oui, si l'on apprécie cette action quotidienne dans une perspective à long terme de transformation radicale du système économique, politique, social, avec abolition des classes, et assurant à tous, avec le maximum d'équité, directement et indirectement, la contre-valeur de son travail. Le but est aussi de permettre à la population de produire et de vivre autrement, en ayant une prise directe sur les choix essentiels (mécanisation, rythme de vie, type d'objets utilisés etc...)

4) *Un socialisme pluraliste « d'en bas »*

### MEIN-HARZ — Page 14

**Le socialisme autonomiste** vient donc « d'en bas ». Il est foncièrement distinct du « socialisme » jacobin, négateur des peuples au profit du peuple. Il s'oppose tout autant au stalinisme, qui prétend assurer d'en haut et par la contrainte le bonheur à venir des peuples (14). Cette réconciliation des termes **socialisme** et **autonomie**, donc de **socialisme** et de **liberté**, pour les individus comme pour les groupes, exige un approfondissement de notre réflexion et l'abandon des clichés hérités du « socialisme centraliste », toujours vivant et handicap important dans la réalisation d'un monde différent.

### CONCLUSION

Qu'on ne trouve dans cette contribution aucune tentative cachée de démobiliser les militants. Qu'on n'y voit pas la main ou l'esprit des « nouveaux philosophes ». **A vrai dire, cette catégorie n'existe que dans les amalgames staliniens ou de la presse conservatrice.** Regrouper, dans une même catégorie, critiques de gauche du système stalinien et adversaires de droite de toute transformation collective du monde relève de la supercherie intellectuelle. C'est la même supercherie qui a regroupé, sous l'appellation de « philosophes des Lumières », le grand bourgeois favorable à la dictature qu'était Voltaire et le plébéien Rousseau, partisan d'une république égalitaire. Bref, aujourd'hui, il s'agit de voir lucidement qu'il existe à l'Est (et ailleurs) des régimes qui se réclament du socialisme mais qui ne peuvent apporter, à moyen terme, la moindre autonomie aux peuples et communautés de base. Ce sont donc, presque au même titre que les états capitalistes, des anti-modèles. A nous de développer, à partir des actions menées depuis 150 ans en faveur d'un « socialisme de la liberté », une pensée origi-

nale qui propose un socialisme à construire par l'autonomie, par les travailleurs, par le peuple breton. La vision que nous avons esquissée d'un socialisme de la liberté définit le socialisme par l'autonomie qu'il doit apporter, à tous les niveaux. **Elle permet de dénoncer ce qui, dans la gauche française, demeure de socialisme jacobin, élitiste, étatiste et conservateur.** Elle

### MEIN-HARZ — Page 15

aide à mieux cerner et traduire l'immense volonté de participation qui soulève les travailleurs et une partie des citoyens qui refuse de demeurer des pions au service de l'Etat et du capital.

J.J. MONNIER  
Décembre 1978

### NOTES

- 1) « Question nationale et autonomie ». Partisans. Sept.-Oct. 71 p.15
- 2) Oeuvres choisies. Ed. de Moscou. Vol. 2 p. 689
- 3) Notes critiques sur la question nationale. Oeuvres complètes Moscou 1959. Vol. 20 p. 39
- 4) « Les tâches du prolétariat dans notre Révolution ». Oeuvres choisies. Vol. 2 p. 58
- 5) 23 mai 1851
- 6) J. Staline. « Le marxisme et la question nationale ». Ed. Sociales. Paris 1949. p. 61-62
- 7) Lénine. Notes critiques. Vol. 20 p. 39
- 8) Lénine. Oeuvres complètes. Vol 6 p. 324-542
- 9) Lénine. Notes critiques. Oeuvres complètes. Vol. 20 p. 16
- 10) Le réveil socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.
- 11) Lénine. Notes critiques. Oeuvres complètes. Vol. 20 p. 39
- 12) B. Craxi. « La logique du Léninisme » (Le Monde, 24.10.78) en opposition avec « Logique de l'économie centralisée » du Hongrois Peter Kendé. CNRS 1966.
- 13) Mein-Harz. N° 2. Existe-t-il un peuple breton ?
- 14) Si l'on définissait le socialisme, à la façon stalinienne, par la collectivisation des moyens de production, le travail pour tous, une certaine égalité, sans y introduire la liberté et l'autonomie, un camp de concentration, un camp de travail forcé serait un magnifique exemple de « socialisme » ! « La joie par le travail » n'a rien à voir avec le socialisme.

## Pour l'Autonomie de la Bretagne

En guise de préambule : l'autonomie et le socialisme sont les 2 mamelles de la Bretagne future.

Dans la France centralisatrice la Bretagne est aliénée : nous réclamons l'autonomie. L'État français est le représentant donc le défenseur des intérêts du grand capital : nous réclamons le socialisme. La centralisation permet en France le déploiement du capitalisme : la lutte pour l'autonomie est donc indissociable de la lutte pour le socialisme. D'autre part nous ne voulons l'autonomie que pour aller vers le socialisme, les structures que nous avons à définir pour une Bretagne autonome doivent assurer la défaite du grand capital et constituer une voie irréversible vers le socialisme. Définir des structures d'autonomie exige donc de définir aussi et déjà les grandes options d'un projet de société. D'où les difficultés de la tâche surtout quand, comme celui qui écrit ces lignes, on n'est spécialiste de rien du tout. Ceci n'est qu'une première ébauche, je réclame l'indulgence.

### I NÉCESSITÉ DE L'AUTONOMIE POUR LA BRETAGNE

#### 1) La Bretagne est aliénée

##### a. historiquement :

la Bretagne a longtemps été indépendante : la nation bretonne. caractère artificiel de l'État français construit par la force des armes. traité d'union (1532) puis annexion illégale puis colonisation « le rattachement de la Bretagne à un pouvoir continental entraîne en Bretagne une période de décadence » (voir Per Honoré dans l'Histoire de la Bretagne).

##### b. institutionnellement :

la France a remplacé les institutions historiques bretonnes, qui étaient l'expression et la garantie de son indépendance, par une structure hexagonale centralisée afin de supprimer les particularités des minorités et d'assurer l'encadrement de la base par le pouvoir en place.

découpage, artificiel et contraignant, en départements, cantons, communes. régions de programme (Loire-Atlantique détachée de la Bretagne) régions militaires, préfectures maritimes.

le pouvoir en Bretagne appartient aux préfets et notamment au préfet de région. C'est lui qui garantit l'exécution des décisions prises à Paris par le gouvernement (Ne parlons pas de l'Assemblée Nationale, ni du Sénat, assemblées sans pouvoirs, artificiellement alimentées par un découpage

électoral constamment truqué; assemblées alibi apportant aux décisions autoritaires du gouvernement en place, la caution du suffrage universel.) Les préfets enferment les communes sous un tutelle coercitive. Ils ont à leurs ordres la police, les tribunaux, l'armée mais aussi l'école qui est le moule privilégié pour faire passer l'idéologie en place et qui constitue le carcan le plus efficace pour l'écrasement des cultures minoritaires. Ils sont aidés par des assemblées régionales bidon. Le Conseil Economique et Social (CES), le Conseil culturel n'ont aucun pouvoir. Quant au conseil régional, le préfet y établit l'ordre du jour, préside et donc oriente les débats, exécute les décisions. Les récentes décisions concernant le nucléaire à Plogoff ou au Pellerin montrent clairement que ces assemblées n'existent que pour mieux faire passer, par la caution des notables qui y siègent, les décisions prises à Paris contre l'avis et l'intérêt du peuple breton.

D'ailleurs quand ces institutions oppressives s'avèrent trop lentes ou pas assez efficaces l'État français ne se prive pas, quitte à violer ses propres lois, d'user de moyens plus percutants : intervention permanente de la « Force Publique » contre toutes les manifestations, Cours de Sécurité de l'État, arrestations arbitraires, saisies, etc...

#### c. Économiquement

- Bretagne = colonie française (voir Bretagne = Colonie)
- État de dépendance quasi totale au Grand Capital

industrie (voir PDB) : structure industrielle déséquilibrée

- monoindustrialisation (exemple : électronique)
- usines dépendant de l'extérieur (très peu de relations internes à la Bretagne)
- lieux de décisions à l'extérieur de la Bretagne
- usines pirates (de très nombreux exemples en Bretagne)

#### Conséquences :

fragilité : conjoncture externe, variations monétaires...  
disparition presque totale des petites industries traditionnelles.  
bénéfices non réinvestis en Bretagne.  
richesses du sous-sol non exploitées ou gaspillées.  
infrastructures délaissées (SNCF...)  
chômage, émigration.

#### agriculture :

- transformation d'une agriculture familiale (quasi autarcique) en agriculture industrielle (intégrée aux grands groupes agro-alimentaires)
- productions animales industrialisées
- utilisation massive de produits chimiques (aliments de bétail, engrais, insecticides...)
- remembrement autoritaire et abusif (modification du climat, pluies, vents, inondations, appauvrissement des terres par érosion, déboisement)

Conséquences :

paysan = salarié d'une chaîne agro-alimentaire.  
fragilité (marché commun, chute des cours, climat).  
désertification du Centre Bretagne.

pêche, marine :

transformation de la pêche côtière en pêche industrielle  
disparition du cabotage côtier, de la marine marchande  
pas de politique de la mer (raréfaction du poisson, plan Polmar, etc...)

tourisme :

vocation (?) imposée  
invasion estivale jusqu'à sursaturation  
accaparement des terres (résidences secondaires), des côtes (promoteurs, bétonnage...)

d. socialement et culturellement

- destruction de la société traditionnelle familiale et artisanale
- déshumanisation du travail, prolétarisation, urbanisation exagérée
- disparition de la culture et des valeurs traditionnelles : traditions bafouées (Bécassine, plouk...); langue interdite; histoire non enseignée, déformée
- contrôle complet des mass-medias par l'État (Télé, radio, journaux...)

Conséquences :

appauvrissement de la population financièrement, moralement (complexes, alcoolisme), démographiquement (émigration, guerre, vieillissement)  
affrontements sociaux, luttes de classes, montée de la violence, exaspération nationaliste (FLB)

2) La Politique centralisatrice de l'État français est devenue une aberration dans le monde moderne

- tous les grands États modernes sont des fédérations : USA, URSS, Chine, Allemagne
- autour de nous en Europe, toutes les minorités nationales sont désormais reconnues. En Belgique, en RFA, en Suisse, en Italie, en Espagne après Franco, en Grande-Bretagne aussi, de sorte que, dans la future Assemblée Européenne qui sera élue en juin 79, toutes les minorités, sauf les minorités françaises, pourront s'exprimer. A propos de ces élections notons au passage l'ignominie de la loi électorale française qui interdit aux minorités de se présenter, alors que les Gallois, les Écossais auront leurs représentants.

- Caractère universel de l'avancée des minorités :

- remise en cause du gigantisme des états modernes

- droit des peuples à l'autodétermination (voir Charte des Nations Unies)
- lutte contre l'exploitation colonialiste, fin des empires coloniaux
- retour aux sources contre la déshumanisation capitaliste ou totalitaire

- Caractère artificiel des frontières actuelles notamment celles de la France :

- le pays basque français et l'Euskadi espagnol
- les Catalans en Espagne et en France
- le Val d'Aoste entre Italie et France. La Suisse francophone. La Wallonie entre Belgique et France.
- la Bretagne et les peuples celtiques

L'UDB réclame l'Europe des peuples.

3) Révision du principe de la globalisation de l'avancée vers le socialisme

- vers 1920 fin du rêve léniniste du socialisme européen triomphant
- différentes expériences de « socialisme » en URSS, en Chine, à Cuba, en Yougoslavie... contradictoires et décevantes, d'où remise en cause de l'unicité du socialisme
- impossibilité d'une attaque frontale généralisée contre l'impérialisme car le capitalisme mondial est puissant, tous les États ne le subissent pas au même degré, la soif de justice et les habitudes de lutte diffèrent selon les peuples.
- évolution des partis communistes face aux minorités : le PC espagnol est pour, le PC français n'a pas toujours été contre (Cachin).
- décentralisation des attaques contre l'impérialisme pour avancer vers le socialisme. La reconnaissance et le développement des minorités n'est pas une entrave à l'installation du socialisme. Lénine et Staline ont assuré l'épanouissement des minorités nationales en URSS pour y trouver des alliés à la révolution bolchevique naissante. Le président Mao était le garant des intérêts des minorités chinoises. La Yougoslavie est une fédération de 6 républiques ayant chacune son gouvernement propre... etc.

4) Conclusion

- face à l'aliénation impérialiste et l'impossibilité d'une attaque globale, l'avancée actuelle vers le socialisme passe par l'affirmation des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- face à l'Europe capitaliste en construction l'affirmation des minorités devient un principe progressiste sur la route du socialisme.
- face au centralisme français qui a tout fait pour désintégrer la nation historique bretonne, son État, son territoire (Loire-Atlantique), son économie, sa langue et sa culture, son peuple (émigration, mobilité), l'affirmation du droit à son autonomie devient une nécessité pour la Bretagne.



Retrouver les pouvoirs de décision, donc décider en Bretagne pour le socialisme.

### 1) Sur le plan institutionnel

- droit à l'autodétermination : autonomie des minorités dans le cadre français ou dans un cadre européen (Europe des peuples)
- l'autonomie n'est pas le séparatisme : la défense de l'hexagone, les relations extérieures, le système monétaire... restent communs. Des échanges économiques sont privilégiés et planifiés au niveau hexagonal. La Bretagne demeure française dans une France fédérée.
- en Bretagne : assemblée souveraine élue au suffrage universel direct (voir PDB), elle assure les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sur les cinq départements bretons.

suppression des départements et des préfets  
 autonomie communale (suppression de l'autorité de tutelle)  
 promotion des « pays »

### 2) Sur le plan financier

- la Bretagne autonome possède les moyens financiers de son développement (impôts utilisés sur place, contrôle des banques et des investissements)
- répartition démocratique des charges financières
- la commune possède les moyens financiers de son développement dans le cadre du plan

### 3) Sur le plan économique

- autonomie économique contre le capitalisme : libération de la Bretagne du capitalisme hexagonal et international en vue d'une appropriation collective des grands moyens de production et d'échange, condition première de l'instauration du socialisme.
- mise en valeur des ressources propres à la Bretagne :

polyculture équilibrée tenant compte du climat, préservant les sols (voir engrais), protégeant l'environnement  
 affirmation de la vocation maritime de la Bretagne  
 rééquilibrer la pêche  
 développer la marine de commerce; reviser les arsenaux et les sites militaires  
 contrôler le commerce maritime le long de nos côtes (voir marée noire)  
 développer les chantiers navals et l'exploitation des fonds marins (aquaculture, nodules polymétalliques, énergie des vagues...)

développement industriel équilibré et planifié :

basé sur :

- nos ressources propres : marines, agroalimentaires, minières
- nos possibilités d'importer et d'exporter (utiliser au maximum les sites maritimes)
- nos ressources énergétiques éclatées (soleil, vent, vagues, biomasse, pompes à chaleur)
- nos ressources humaines
- défini à partir des besoins véritables assurant le bien-être social :
- éviter les gadgets et les gaspillages (récupération)
- assurer l'équilibre villes-campagnes, Armor-Argoat
- assurer l'équilibre humain en interdisant le gigantisme ou l'exploitation de l'homme par la machine
- préserver l'environnement (politique écologique constante; contrôle strict des pollutions de l'eau, de l'air, des sols, des hommes; rejet du nucléaire dangereux, policier et dantesque).

### 4) Sur le plan culturel

- refonte complète du système de formation : remise en cause radicale de l'école actuelle, redéfinir ses buts, ses méthodes, ses moyens; l'ouvrir sur le monde. Une école de socialisme qui ne privilégie pas le savoir mais l'apprentissage de la vie de groupe et la maîtrise des moyens d'expression écrite, orale et surtout manuelle. Une école où les matières fondamentales sont les sciences humaines (pour la connaissance et le respect des civilisations), les sciences de la Nature (pour la connaissance et le respect de notre environnement), les sciences « corporelles » (sport, médecine, matières manuelles...). Une école qui ne soit pas quatre murs et un internat, qui ne soit pas réservée aux enfants et aux adolescents mais qui soit la formation permanente, le lieu de réunion, le cœur chaleureux de la cité.
- en Bretagne le bilinguisme sera de règle (breton-français ou gallo-français)
- radio et télé autonomes dans le respect des croyances
- loisirs, arts... aménagés, encouragés.

### 5) Sur le plan social

C'est le point fondamental, le point de convergence des initiatives institutionnelles, financières, économiques et culturelles. C'est le but à atteindre : que chacun soit en harmonie avec les autres et avec la nature qui l'entoure = socialisme.

- l'autonomie n'a de valeur que par rapport au socialisme
- vu le niveau de vie atteint par notre société le développement de notre économie n'est pas prioritaire.
- l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange, si elle est nécessaire, est loin d'être suffisante. La base objective de la lutte des classes c'est l'antagonisme entre ceux qui décident et ceux qui exécutent, entre les travailleurs manuels et les intellectuels, entre la ville et la campagne, entre les ouvriers et les paysans mais aussi entre la base et la

superstructure (État, Parti (s), syndicats). Il ne suffit donc pas de transformer les formes juridiques de propriété, il faut modifier les rapports sociaux de production. L'antagonisme entre ceux qui décident à Paris et ceux qui travaillent en Bretagne est un élément de la lutte des classes, c'est pourquoi il nous faut réclamer l'autonomie. Mais si nous voulons instaurer le socialisme il nous faudra, en Bretagne, assurer l'égalité de tous par rapport aux pouvoirs de décision, et cela au niveau de la base socio-économique mais aussi et surtout au niveau de la superstructure politique et de l'appareil idéologique.

- Cela exige la décentralisation maximum du pouvoir, l'autonomie à tous les niveaux, l'autogestion qui est l'égalité participation de tous à tous les stades de la société. Cela exige de considérer d'un œil critique l'État, le Parti, le Syndicat qui sécrètent la hiérarchie.

- Cela passe par la lutte contre le gigantisme à tous les niveaux : ???

- . au niveau des grands états modernes : autonomie des minorités
- . au niveau des institutions : l'État, la bureaucratie
- . au niveau de l'habitat : villes énormes embouteillées, polluées, invivables, cités HLM monstrueuses inhumaines
- . au niveau des groupes de production : énormes dangers des grandes usines actuelles (industries chimiques, raffineries, centrales d'énergie surtout nucléaires...), d'où importance des petites usines décentralisées et de l'artisanat, recherche d'énergies nouvelles déconcentrées, agriculture familiale.
- . au niveau des établissements publics (écoles, hôpitaux...), des moyens de transports (avions géants, paquebots, pétroliers de 500.000 tonnes, porte-avions...), des machines (chaînes de fabrication automatisées déshumanisées, ordinateurs...)

- Cela exige de repenser la production pour que le travailleur soit en harmonie avec son travail :

- . intérêt et limites du travail
- . garantie de l'emploi, de la sécurité, de l'utilité, de l'épanouissement par le travail
- . participation active permanente à la conception, à la fabrication, à la gestion, aux décisions
- . dénonciation d'une spécialisation excessive, suppression du travail à la chaîne, du travail posté.

- Cela implique de repenser le cadre de vie pour que l'homme soit en harmonie avec son milieu : importance de la cellule familiale mais vu son caractère exigü, restrictif, nécessité d'ouvrir la famille sur l'extérieur (cantines, garderies, laveries, salles communes...)

participation constante de tous à la vie de la cité, refaire une vie associative, multiplier les équipements collectifs (écoles, hôpitaux, stades,

lieux de loisirs et de réunions...)

société démocratisée à tous les niveaux (garantie formelle des libertés...), débureaucratisée, moins technologique, numanisée.

- Cela oblige aussi à repenser le mode de vie pour que l'homme soit en harmonie avec lui-même : priorité à la santé (vie saine, alimentation naturelle, sports, médecine = service public prioritaire); une vie socialisée assurant à tous la santé morale.

### 6) Conclusion

L'aliénation des travailleurs bretons par le centralisme français est un élément de la lutte des classes : il nous faut exiger l'autonomie. Mais il ne nous servirait à rien de recréer en Bretagne des structures centralisées assurant l'inégalité capitaliste par la hiérarchie. Il nous faut créer le socialisme. Le but à atteindre n'est pas de faire une Bretagne florissante, c'est d'assurer le bien-être de chacun dans une société d'égalité et de justice. La majorité des bretons peut être malheureux dans une Bretagne florissante, mais si tous les bretons sont heureux alors forcément la Bretagne sera prospère. Le socialisme exige la disparition de la classe possédante par l'attribution à la collectivité des grands moyens de production et de commercialisation. Mais il exige surtout l'éclatement de la hiérarchie pour une redistribution égalitaire des pouvoirs de décision et l'harmonisation des rapports sociaux. Alors, et alors seulement, la Bretagne pourra s'épanouir, en développant son économie à partir de ses propres ressources, en s'affirmant sur le plan culturel dans un celtisme renoué et en assurant son rôle nécessaire dans l'internationalisme socialiste.

### III LES VOIES POUR L'AUTONOMIE

#### 1) L'autonomie socialiste s'oppose :

- . au nationalisme de droite réactionnaire qui prône l'autonomie sans s'attaquer aux structures capitalistes
- . au chauvinisme bourgeois qui ne veut pas détruire les bases objectives des inégalités de classe

Le but n'est pas l'autonomie de la Bretagne mais le socialisme pour un dépassement des rivalités interrégionales ou internationales dans l'internationalisme socialiste.

#### 2) Les conditions pour l'autonomie

a - En France : pour desserrer l'emprise de l'État centralisateur français et du capitalisme hexagonal.

La Bretagne n'ira pas seule à l'autonomie : alliances nécessaires et actions concertées avec Corses, Basques, Occitans, Catalans, Alsaciens, Wallons...

Pour avancer il faut convaincre les partis et syndicats hexagonaux de gauche: des méfaits du centralisme français et européens actuels; du bien-fondé de l'autonomie en tant qu'élément dans la diversification des moyens de lutte contre l'impérialisme, vue l'impossibilité d'une attaque frontale et l'intérêt des attaques ponctuelles, décentralisées; de l'intérêt de l'autonomie en tant que revendication progressiste sur la route du socialisme; des réelles possibilités de développement autonome de la Bretagne (position stratégique entre l'Europe et l'Atlantique, grandes possibilités d'importations et d'exportations pour un commerce et une économie florissants, richesses du sous-sol, des énergies renouvelables, du climat et des hommes); des avantages du fédéralisme (tous les États modernes sauf la France sont des fédérations, l'Europe des peuples sera plus solide que l'Europe des États aux frontières arbitraires, les particularités ethniques sont des richesses naturelles précieuses, le fédéralisme est l'expression du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est un élément de l'autogestion que beaucoup proclament); du fait que l'autonomie en tant que facteur initial de séparation, disparaîtra dans le socialisme.

#### b - En Europe et dans le monde :

pour briser l'empire du capitalisme international, alliances nécessaires avec les minorités européennes et les peuples du Tiers-Monde, attitude résolument internationaliste. Il faut convaincre les autres États de l'aberration actuelle du centralisme français, s'aider des organismes internationaux : instances européennes, ONM, UNESCO; ligues des droits de l'homme, Amnesty International; Charte de Brest, ligue Interceltique...

#### c - En Bretagne :

nécessité d'un parti breton fort pour aider le peuple breton à prendre conscience et connaissance de son existence et de son histoire :

du fait des erreurs du passé (autonomisme de droite) le principe autonome est encore ambigu en Bretagne. Longtemps en Bretagne, le Mouvement Breton a été représenté par la droite cléricale bretonnante et réactionnaire, la Gauche étant républicaine, centralisatrice et jacobine. Il nous faut donc ne pas séparer les 2 mots : autonomie socialiste.

du fait de la faiblesse de notre économie nous n'avons pas (à l'inverse de la Catalogne en Espagne par exemple...) le « poids » industriel suffisant pour imposer à la France notre autonomie. De plus, dans les conditions présentes (centralisme français et capitalisme international), un développement industriel de la Bretagne est inconcevable; cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas tout faire pour conserver aux travailleurs bretons leurs outils de travail, pour lutter contre le chômage et l'émigration.

Pour avancer en Bretagne sur la voie de l'autonomie :

Il ne faut pas oublier que, malgré les attaques constantes de la France (ethnocide) l'idée d'appartenance à une entité bretonne est profondément ancrée : preuve de la pérennité du peuple breton et de son droit à l'autodétermination.

Il ne faut pas oublier que, vu le niveau de vie qui est le nôtre, la thèse marxiste de la primauté du développement des moyens de production est dépassée en Bretagne.

Il faut développer les revendications et les actions :

de type culturel et social (le droit d'être breton, de parler breton ou gallo; le droit de vivre, de travailler et de décider en Bretagne; le droit d'expansion - Diwan, RTB... -; recherche de notre histoire, de nos racines celtiques; amélioration des conditions de vie et de travail; revendications écologiques pour la préservation de notre patrimoine)

de type anticapitaliste et anticolonialiste (lutte des travailleurs contre le démantèlement des moyens de production industriels, agricoles, maritimes...; lutte contre le chômage, l'émigration, la mobilité de l'emploi; dénonciation des usines pirates, des centrales nucléaires imposées contre l'avis des populations, des bases militaires, des casernes...; dénonciation des inégalités de salaires, de la déqualification, du sous-équipement; s'opposer au démantèlement du service public; dénoncer les méfaits du marché commun capitaliste - exemple : montants compensatoires agricoles -, de l'inflation, des crises monétaires; dénoncer la répression - Cours de Sécurité de l'État... -).

Nécessité d'un parti breton fort et dynamique :

renforcer numériquement notre parti  
être présent constamment et de façon active sur le plan des luttes populaires  
faire preuve d'initiatives. Quand ces initiatives sont reprises par les autres partis (preuve que les choses avancent) il faut se démarquer en faisant un pas en avant de façon à être en permanence le moteur qui fait avancer les idées vers l'autonomie et le socialisme.  
avoir une politique globale de la Bretagne et des idées précises sur l'autonomie et le socialisme.

Il faut aussi connaître les limites du parti : posséder une capacité d'autocritique indispensable à la rectification des erreurs; avoir constamment à l'esprit qu'un parti se juge de l'extérieur, par la justesse de ses idées, le dynamisme de ses actions (attention à l'électoratisme) mais aussi par les mécanismes de son fonctionnement interne; bien connaître les dangers du centralisme démocratique qui secrete beaucoup plus facilement le centralisme que la démocratie. Dans la phase actuelle de construction et de consolidation de notre parti, le centralisme est nécessaire, ensuite le parti devra être l'école du socialisme dans une structure déconcentrée, autogestionnaire.



3) Conclusion

C'est la puissance de la volonté populaire qui permettra d'atteindre l'autonomie, étape indispensable vers le socialisme. Il faut donc à la Bretagne un parti fort capable de stimuler cette volonté en démontrant :

- que la Bretagne est historiquement, économiquement, socialement et culturellement aliénée
- que la Bretagne a les moyens de son développement dans l'autonomie
- que le mouvement autonomiste n'est pas marginal mais au contraire en plein essor
- que le principe autonomiste est désormais progressiste et révolutionnaire car socialiste et internationaliste
- que l'autonomie est pour la Bretagne le passage privilégié vers le socialisme.

22 décembre 1978.  
R. LE GUELLEC

« UN SOCIALISME  
AUX COULEURS  
DE LA BRETAGNE »

LETTRE DE A. GWEGEN (SEPT. 78)

ETÉ 78

Cet été restera dans nos mémoires.

Fin juin, attentat au château de Versailles revendiqué par le F.L.B. : courant juillet, MORVAN et GOURVES ouvrent une polémique contre la direction de l'U.D.B. et concluent en dénonçant notre Parti comme allié « du pouvoir et de la répression policière »... L'éditorial du Peuple Breton d'août traitait du séparatisme et de l'autonomisme marqués, s'il en était encore besoin, la rupture des deux conceptions.

A l'heure où j'entreprends ce texte, trois de mes Camarades ont répondu partiellement aux polémistes dans les colonnes du *Canard de Nantes à Brest*. Tout n'a pas été dit : allons-nous laisser sous silence nos analyses et enterrer ainsi celles de nos détracteurs ? Notre position est-elle si inconfortable ou concevons-nous brusquement que silence égale mépris ? Qui entendons-nous mépriser ?

QUELLE PLACE POUR UN SOCIALISME BRETON ?

Séparatistes, autonomistes : appellations contrôlées ou simples étiquettes pour marquer les serviettes noires et les serviettes blanches ? A vrai dire ces mots semblent trop flous, trop usés, trop utilisés pour y voir autre chose que deux comportements, deux stratégies politiques. Les séparatistes donnent de l'explosif et les autonomistes du bulletin de vote : dans l'esprit de beaucoup ils constituent un mythe « mouvement breton » dont au moins 98 % de la population se désintéresse ou presque.

Que les clandestins du F.L.B. s'affirment séparatistes et c'est leur droit ! Mais que le Parti éprouve le besoin de se démarquer d'eux aussi radicalement qu'il l'a fait mérite toute notre attention !

Pour notre organisation il ne me semble pas que ce soit seulement les résultats du scrutin de mars qui ont déterminé une nouvelle orientation pas plus que notre Congrès de Brest le 1<sup>er</sup> mai, mais le contenu et la stratégie de notre campagne électorale.

C'est fin 77 que notre Parti fut présenté sur F.R.3. comme Parti autonomiste par nos leaders DAUMER, LEPROHON et MORVANNOU. Officiellement c'était aussi la première fois. Il est vrai qu'il est possible d'articuler nos propositions dans le concept d'autonomie. Notamment nos propositions à court terme contenues dans le Programme Démocratique Breton et publié lui aussi pendant la campagne des législatives. Mais ne s'articulent-elles pas, depuis de nombreuses années déjà et pour l'avenir, avec celui de socialisme ? Que l'on ne me fasse pas dire que nous avons changé notre orientation socialiste ! Mais

n'avons-nous pas cédé, tout simplement, au marketing politique qui n'a rien à voir avec la politique que nous souhaitons mener ?

L'U.D.B. Parti autonomiste n'est-ce pas, au fond, la marginalisation, la réduction de notre champ politique ? Nous qui souhaitons lutter sur tous les aspects de la vie, ne nous sommes-nous pas cantonnés, par cette étiquette que nous nous sommes donnés au combat régionaliste pour ceux qui se passionnent de politique, au « mouvement breton » et à ses conséquences pour notre peuple ?

Bien que notre Parti soit une Union, comme son nom l'indique, il est censé aujourd'hui lutter pour l'autonomie avec des autonomistes... et notre dernier Congrès a encore précisé que nous étions « nationalistes - révolutionnaires » ? Quel verbiage, alors que nous avons tous un axe précis et clair : le socialisme en Bretagne exprimé dans notre Charte.

Après le scrutin de mars le décor politique change nettement. Les réactionnaires exultent : contenus en 74, battus en 77 ils peuvent s'enhardir de leur victoire. En Bretagne la confiance des notables est temporairement restaurée. Les difficultés de la Gauche désunie se répercutent dans les municipalités d'union... l'arrogance jacobine à l'égard du « phénomène » autonomiste ne tarde pas : des députés de droite élus dans le D.O.M.-T.O.M. envisagent de déposer un texte, devant l'assemblée nouvellement élue, pour interdire « l'autonomisme ».

C'est dans ce contexte que nous assistons à une recrudescence des attentats séparatistes corses et bretons. Le summum en est Versailles... Quelques jours plus tard, arrestation de séparatistes clandestins... quelques semaines encore, et un procès précipité condamne lourdement un premier groupe de clandestins (l'étaient-ils ?) arrêtés en février : la justice du pouvoir entend ainsi profiter de l'émotion entretenue par ses médias sur l'hème de culture versaillaise, et aussi de l'ingorance d'une population en congés. La rigueur des peines attribuées constitue un précédent, la suite est acquies pour la répression. Or, la campagne d'intoxication du pouvoir jacobin vise à entretenir l'amalgame entre ceux qui militent « au grand jour » et les « clandestins ». Rien de plus simple : tous sont autonomistes. La mauvaise foi est évidente, notre peuple une fois de plus est abusé et, est-il nécessaire de le préciser, la position de notre Parti est devenue particulièrement inconfortable.

D'autant plus que les législatives n'ont pas confirmé les résultats prometteurs des municipales. D'autant plus que notre Congrès de Brest fut analysé comme « un retour à l'extrême-gauche » par le quotidien *Le Monde*. Tous éléments qui ne pouvaient que renforcer nos risques d'isolement.

Jusqu'ici l'U.D.B. s'était contenté de condamner la violence d'où qu'elle vienne en matière d'attentats : après Versailles sa position traditionnelle semble intenable. La communiqué condamnant les « terroristes » et oubliant pour la première fois la Cour de Sécurité de l'Etat français n'a pas été adopté à la légère, avec précipitation, par des membres élus de Congrès du Parti ! Ce communiqué officiel entérine une situation intenable et clarifie ce qui devait l'être.

Nous n'avons pas à dicter la stratégie des séparatistes clandestins : ils ne nous consultent pas et ne semblent pas se préoccuper des clivages politiques. Notre Parti ne

peut-être plié, soumis à la faiblesse des analyses extrémistes et à leurs conséquences. Je pense qu'un militant clandestin ne peut compter sur le soutien des organisations officielles s'il ne tient pas compte de la situation politique : or, aujourd'hui si le F.L.B. faisait une analyse réaliste il arrêterait ses agissements car il opère sans base politique dans notre peuple ! Le clandestin est, et doit le savoir, dramatiquement seul.

MORVAN et GOURVES estiment l'U.D.B. et ses militants par conséquent, craintifs et timorés. Ont-ils pesé les résultats des attentats sur la population bretonne ? Ou'ils sachent que le fracas des bombes ne lui permet pas d'entendre pourquoi elles éclatent. Oui, plus que jamais la démarche que nous menons par la voie pacifique, pour moins supposante qu'elle soit, n'en est pas moins utile. Au contraire !

La réaction de notre bureau politique, abrupte, mais droite quant à la forme du communiqué incriminé, sans doute le résultat d'une politique imprudente par l'engagement du Parti comme organisation autonomiste, cette réaction est tout à fait légitime quant au fond. Souhaitons simplement que ce premier pas soit suivi. Il est sans doute temps de réaffirmer notre volonté socialiste. Pour cela nous n'avons que faire d'un « mouvement breton » issu de l'Essai d'avant guerre ! Nous n'avons que faire d'une lutte armée coupée des masses !

Pour autant, le n'ai pas le sentiment d'être l'allié « du pouvoir et de la répression policière », car notre combat, tel que nous le menons, est un danger bien plus grand pour le capitalisme international que les pans de murs qui s'écroulent sous l'effet des bombes.

**LE COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE EST AUSSI A L'INTÉRIEUR DU PARTI !**

Maintenant, MORVAN et GOURVES, ont critiqué l'organisation du Parti et il est aussi nécessaire de débattre de ce sujet.

A propos du nouveau d'intellectuels qui dirigent l'U.D.B. par exemple. Il est vrai qu'après notre dernier Congrès quatre Camarades détiennent l'essentiel des responsabilités nationales, sous le contrôle du Bureau Politique. Ce sont sans doute des intellectuels. Inévitablement même, bien que ce terme soit des plus vastes. Car quels sont les Partis qui ne sont pas dirigés par des intellectuels ? Il s'agit là d'une réalité sociale liée aux conditions de vie, aux rapports sociaux qui confèrent plus de disponibilité, plus de formation, d'instruction, plus d'ambition aussi aux uns qu'aux autres. Car encore, les modèles institutionnels existants sont bâtis sur le pouvoir, la hiérarchisation et il n'y a pas d'organisation sociale qui échappe à ces contraintes. Bref, la Gauche ne vit pas l'utopie. Il est vrai que de nombreux intellectuels ont choisi le socialisme... Il en résulte que la base doit absolument garder le contrôle et éviter que son parti, son outil d'émancipation, ne soit récupéré à des fins opportunistes.

Cette direction peut-elle négliger sa base ? Peut-elle, à l'U.D.B., comme l'indiquent MORVAN et GOURVES, produire « des communiqués qui, en fait, ne révèlent pas la pensée des militants » ?

La première condition tient en l'existence de la base, non seulement numériquement, mais politiquement : c'est ainsi que nous devons aborder la question puisque nous nous plaçons dans l'hypothèse d'une organisation démocratique.

cratique. Si cette existence politique est un fait incontestable la seconde condition tient en la volonté, à tous les niveaux, d'assurer les responsabilités nées du jeu démocratique.

Notre Parti est démocratique, comme son nom l'indique. De toute évidence les initiatives dirigeantes doivent y être expliquées et non imposées : la base plus ou moins rapidement, plus ou moins facilement, sanctionne les abus. En matière de démocratie l'opportunisme est toujours, tôt ou tard, combattu, voué à l'échec. Il est donc difficile d'imaginer que les communiqués de l'instance dirigeante du Parti ne reflétant pas, grosso modo, la pensée majoritaire parmi les militants. Reste la possibilité de l'appareil stalinien dont nous gratifions MORVAN et GOURVES. Leur critique, comme celles qui donnent lieu à cette seconde partie d'ailleurs, est souvent reprise en Bretagne, d'où l'importance d'en discuter.

D'une manière générale, en Europe Occidentale, tout parti politique organisé selon les principes du centralisme démocratique risque la caricature bourgeoise de stalinisme ou ce qui est moins grave de stalinien. (Staliniste impliquerait système, ce qui est valable pour le gouvernement d'état ne l'est peut-être pas pour un parti !).

D'ailleurs, MORVAN et GOURVES disent bien stalinien.

La critique est légitime si ces principes sont essentiellement appliqués... par le centre, par les dirigeants dans le sens propre de cette fonction, et aux dépens de la périphérie, c'est-à-dire de la base, des militants, des adhérents. Solution de facilité, bien évidemment !

A vrai dire, sur le papier, le centralisme démocratique est un harmonieux équilibre, interaction du centre et de la périphérie, mouvement permanent des informations et des décisions comme des initiatives, etc... Il est permis de rêver ! Les conditions de son application « parfaite » ne sont jamais réunies : non seulement, ainsi que nous l'avons déjà vu, les institutions sont traversées de contraintes psychiques liées à la nature humaine (pouvoir) mais aussi de contraintes techniques (temps, argent, etc...). Entre l'antagonisme du centre et de la démocratie il faut le lien permanent, la lutte par la formation, l'organisation, l'information et surtout, la morale politique des uns et des autres. Le centralisme démocratique est impossible si nous n'y mettons pas de relativité : prétendre le contraire serait mauvaise foi.

Donc, dans notre Parti, comme dans les autres sans doute, le fonctionnement laisse à désirer. C'est normal d'une certaine manière... mais cela ne signifie pas du tout qu'il faille laisser faire ! Le centralisme est facile, la démocratie un combat et la plus grande vigilance est nécessaire.

Nous devons veiller à ce que le pouvoir démocratique émane et s'exécute pour et par la base. Le contrôle des délégations de pouvoir est important. J'ai signalé tout à l'heure que quatre Camarades ont accepté la décision démocratique de leur confier l'essentiel des pouvoirs du Parti (Finances, Presse, Affaires intérieures et extérieures). Or, par cette mesure, nous avons introduit le principe de la cooptation dans le Parti : ces quatre Camarades choisissent désormais des responsables de leurs secteurs respectifs, hier obligatoirement membres du Bureau Politique qui se répartissent les postes à pourvoir (dans le secteur presse par exemple : aujourd'hui les directeurs des journaux sont choisis par le Camarade mandaté pour assurer le poste presse; hier, les directeurs

de journaux étaient choisis et nommés par le B.P.) Il est évident que le contrôle de la base est ainsi rendu difficile, sinon impossible. Ceci, à terme, risque d'entraîner la formation d'une « aristocratie » de militants participants parce que choisis, prioritairement aux tâches nationales, les autres, non choisis, participants aux tâches militantes de base.

Nous devons veiller à ce que l'autonomie de réflexion et de critique soit assurée pour les individualités comme pour les unités de base, cellules et sections. Or, le bureau politique vient de décider que tout texte émanant de la base doit être présenté à la publication interne par les instances Fédérales. Celles-ci sont-elles sollicitées pour vérifier la longueur du texte (limité à 4 pages dactylographiées) ou pour décider de l'opportunité de la publication ? Les deux, voilà ma conviction : la vigilance pour la démocratie est un combat permanent !

MORVAN et GOURVES parlent encore de pratiques de masse. L'U.D.B. n'est peut-être pas présente partout, dans toutes les luttes car ceci requiert une forte implantation. S'il est vrai que la répartition socio-professionnelle de nos Camarades réduit nos possibilités d'intervention dans les champs et dans les usines, plus que d'un manque de volonté, il s'agit d'un manque de moyens.

L'action de masse est notre seule arme.

Elle suppose que notre organisation soit forte, influente, qu'elle combatte résolument le nationalisme petit bourgeois et ses succursales, qu'elle assure dans sa stratégie, dans sa propagande et dans ses programmes une place prépondérante au socialisme breton.

André GWEGEN

LETTRE DE Y. K. PANNETIER (SEPT 78)

**« UN SOCIALISME AUX COULEURS DE LA BRETAGNE »**

En tant que militant de notre Parti, je tiens à apporter mon soutien sans condition, ni restriction à l'article « Été 78 » de mon camarade André GWEGEN. Par là même, je co-signe son texte, témoignage de mon entière approbation.

J'apporterai, en outre, certains détails que j'estime utiles et qui vont dans la même direction que la réflexion de mon camarade.

Tout d'abord, en s'avouant autonomiste, l'UDB n'a fait que se marginaliser. Sa stratégie politique déterminée par le mot « autonomie » est devenue peu compréhensible pour le Peuple Breton. De là, rien de plus enfantin pour le pouvoir centralisateur que d'assimiler autonomie et séparatisme. F.L.B. et UDB, militants et militants légaux et de faire passer le message parmi la masse du Peuple Breton. Les séparatistes, par leur action sont totalement coupés des masses populaires bretonnes, des travailleurs

ou ne peuvent être qu'indifférents à cet élitisme. Ils sont le bras agissant d'une masse inerte. La bourgeoisie a en nous les rôles du pouvoir et des mass-médias, et elle les a utilisés du mieux qu'elle a pu en disposant pour marginaliser notre mouvement. Combien de fois, nos militants ont été entendus dire à Paris ou en Bretagne depuis l'attentat de Versailles : « AUTONOMISTES — BREIZ ATAO » ou « Et la Breizenn Perrot ? » Le message du pouvoir était enregistré par le Peuple Breton. Ensuite, quel de plus facile pour des députés de droite d'envoyer de déplorer un texte osant à interroger l'autonomisme ? L'impérialisme colonialisateur Français tient à se redresser et à nous le montrer avec arrogance, en utilisant tous les moyens dont il dispose. Tout a donc été fait pour couper notre Parti du Peuple Breton.

L'UDB doit se sortir de cette situation marginale. Le centralisme stalinien du Bureau Politique n'est pas une solution. Elle doit laisser de côté le mot autonomie qui marginalise notre combat, qui nous assimile à la veille d'Essai d'avant guerre. L'UDB doit, par contre, reprendre le « Charles » pour repasser sur des bases socialistes, afin de créer un socialisme breton, nouveau, authentique, « un socialisme aux couleurs de la Bretagne ». L'UDB doit être présente pour construire avec les masses une Bretagne des travailleurs, une Bretagne Socialiste, et non pour satisfaire les ambitions de nationalistes petit-bourgeois. A ce sujet, la formule de « nationalisme révolutionnaire » lancée lors de notre dernier Congrès reste à définir car elle n'a pas été définie. Elle risque, en réalité, de se rapprocher du nationalisme Breiz Atao.

Quant à la critique émise par Gourves et Morvan dans « le Carand de Nantes à Brest », je disai que c'est caricaturer l'UDB que la traiter d'organisation stalinienne. Le stalinisme est un vieux spectre contre lequel s'acharnent dans une merveilleuse harmonie, la bourgeoisie et ceux qui se cachent sous l'étiquette « socialistes révolutionnaires », formule qui démontre deux Lénines. Ce spectre, heureusement, ne fait plus peur qu'à ceux qui le dénoncent. Le centralisme démocratique est le meilleur système qui puisse exister. La base doit pouvoir s'exprimer comme elle le désire, afin qu'un large débat démocratique puisse s'instaurer, que la critique et l'auto-critique puissent être pratiquées. Ceci pour faire de l'UDB le Parti d'avant-garde du Peuple Breton, s'affirmant dans la lutte des classes, dans la lutte pour le socialisme en Bretagne.

**POUR UN SOCIALISME AUX COULEURS DE LA BRETAGNE PAR ET POUR LE PEUPLE BRETON**

Yann-Kristoc'h PANNETIER  
Militant UDB  
Fédération de Paris

## AUTONOMIE SOCIALISTE OU SOCIALISME BRETON UN CHOIX STRATÉGIQUE CAPITAL

Notre dernier Congrès, le 14<sup>e</sup> du nom, tenu à Brest, a adopté le terme d'autonomie socialiste.

Aujourd'hui, qu'en est-il de ce terme ? A l'heure où les discussions à la base dans les cellules et les sections se font autour de thèmes choisis pour le Programme Autonomiste et Socialiste Breton (PASB), au moment même de l'élaboration de ce PASB, comment devons-nous définir le mot autonomie ? Que cache donc ce terme ? Que signifie la Formule d'autonomie socialiste pour nous, mais aussi que sera-t-elle dans l'esprit du Peuple Breton ?

Et d'abord :

### 1. Pourquoi définir ce terme ou proposer le mot d'ordre de « socialisme aux couleurs de la Bretagne, par et pour le Peuple Breton » ?

Le problème de définir la formule « d'autonomie socialiste » ou de proposer le mot d'ordre de « socialisme aux couleurs de la Bretagne » est un problème d'ordre stratégique capital. Non seulement ce choix déterminera la stratégie de notre Parti, mais il déterminera l'orientation, la voie pour laquelle optera le Peuple Breton. Notre Parti est d'abord le Parti d'Avant-Garde du Peuple Breton. Ne l'oublions pas, Camarades, car il a pour rôle de faire prendre

conscience aux masses bretonnes qu'elles sont exploitées et colonisées. Notre Parti est donc l'instrument de libération nationale, d'éducation et de conscientisation de notre Peuple. Il doit proposer une ligne claire et franche au Peuple Breton, ceci en repartant sur des bases marxistes de la Charte. Le Congrès de Brest n'a pas su choisir de ligne claire. Bien sûr, le mot autonomie a été adopté, mais il n'a pas été défini de même que l'étiquette « nationaliste révolutionnaire ».

Or, nous ne pouvons demeurer sur ces positions ambiguës pour le bien de notre Peuple et de notre Parti. Grâce à une ligne claire décidée démocratiquement, l'UDB deviendra le Parti d'Avant-Garde, puis le Parti de masse que nous souhaitons, ceci pour la construction du Socialisme en Bretagne.

### 2. Comment définir l'autonomie socialiste ?

C'est ce qui, depuis le dernier Congrès, pour nous militants de l'UDB, pose problème. Mais nous ne sommes pas les premiers militants bretons à vouloir résoudre cette situation. En effet, le terme d'autonomie n'est pas récent. Déjà, en 1920, Breiz Atao et notamment parmi ses militants Olier Mordrel et Morvan Marchal parlent déjà d'une autonomie administrative de la

Bretagne et le 18 août 1929, les militants du Parti Autonomiste Breton (PAB) fondé en septembre 1927 adoptent la Déclaration de Châteaulin, au Congrès du même nom dans laquelle ils se prononcent clairement pour une « autonomie administrative et politique » (sic). Des arguments historiques, ethniques, socioculturels et même économiques sont avancés pour justifier cette thèse, arguments ainsi rassemblés dans un programme autonomiste.

Mais d'autonomie socialiste, on ne parle point. De définition claire, nette et précise, il n'y en a pas. L'autonomie restera, par la suite, une ambiguïté dans l'Histoire. Déjà, le Peuple Breton reste indifférent à l'appel des autonomistes. Son esprit, sa mentalité sont déjà bien trop pénétrés de francisation. Lorsqu'une idéologie ou un programme nouveau, autre que l'idéologie chrétienne et bourgeoise traditionnelle se présente à l'électeur breton, par le biais des élections, en la présence, par exemple, d'un candidat radical ou socialiste, c'est ce candidat et non le candidat autonomiste qui a sa préférence. C'est ainsi que, dépités, les partisans de l'idée autonomiste, ne trouvant pas d'écho, iront se fourvoyer dans une des plus grandes erreurs de l'Histoire : le nazisme. Olier Mordrel et sa revue « Stur » en seront une magnifique incarnation en Bretagne. C'est ainsi que, portant en eux le germe des traîtres, les autonomistes seront discrédités et refoulés par l'Histoire. Et cette erreur, le Peuple Breton ne l'a jamais pardonné aux autonomistes.

Alors, en 1978, nous, militants de l'UDB, essayons de faire passer l'idée d'autonomie socialiste au sein des masses bretonnes. Et qu'en advient-il ? Exception faite de ceux chez qui la conscience bretonne reste éveillée, des intellectuels pour la plupart, le terme d'autonomie même socialiste reste sans écho chez les ouvriers, les paysans, en

MEIN-HARZ — Page 31  
bref les travailleurs, ceux qu'il nous faut convaincre. Le spectre du nazisme et de la collaboration reste présente en eux. En outre, même si ce passé - et il faut le reconnaître - commence à s'estomper dans les esprits de nos compatriotes, il n'en reste pas moins que l'idée d'autonomie socialiste - ainsi d'ailleurs que celle de nationalisme révolutionnaire (à ce sujet, n'oublions pas qu'il a existé vers les années 1932 un Parti Breton Nationaliste Révolutionnaire (PBNR) - journal : War Zao) qui n'a pas été définie depuis le Congrès de Brest - reste floue, vague pour la majorité des travailleurs. Notre Parti, présent dans les luttes, lorsqu'il mobilise les travailleurs, ne les mobilise que sur des revendications d'ordre social et économique pouvant déboucher sur le thème « vivre, travailler, décider au pays » qui, il est vrai est la base de la revendication autonomiste et sur le problème de la prise du pouvoir et du socialisme en Bretagne. Or, camarades, l'Histoire l'a prouvé : en Bretagne, du concept d'autonomie ne découle pas nécessairement l'idéologie socialiste, l'idée du pouvoir aux travailleurs bretons. Non, l'UDB vaut bien mieux que d'aller se fourvoyer dans des concepts dégradés, dévalués politiquement et historiquement.

Alors, que proposer ?

### 3. « Un socialisme aux couleurs de la Bretagne, par et pour le Peuple Breton » : un socialisme authentiquement novateur.

L'UDB a pour base une Charte Marxiste. Elle est avant tout une union, le Parti d'Avant-Garde du Peuple Breton. Ses militants ont par conséquent une mission à accomplir, un devoir envers notre Peuple : poursuivre la construction du Parti du Peuple Breton et construire le socialisme. Cette notion



suppose que le socialisme passe avant l'autonomie. Certains militants ne manqueront pas d'objecter : « Alors, pourquoi ne pas voter pour le PCF ou le PS puisqu'eux aussi prônent le socialisme ? L'UDB, dans ce cas, n'a aucune raison d'exister ». A ceci, camarades, hormis les considérations d'ordre politique dans lesquelles nous tenons les partis de la gauche hexagonale, je répondrai NON fermement et catégoriquement. En effet, le PS et le PCF nous ont suffisamment trompés pour que, nous, militants de l'UDB et par là notre Peuple, continuions à subir leurs querelles, leur dédain et finalement leur impuissance et leur trahison envers les travailleurs. Ce qu'il nous faut, en Bretagne, c'est « un socialisme aux couleurs de la Bretagne » et non le « socialisme aux couleurs de la France » de Georges Marchais, thème éminemment nationaliste. Le « socialisme aux couleurs de la Bretagne » - précisons : « par et pour le Peuple Breton » - n'est pas une revendication nationaliste. C'est un socialisme spécifiquement breton, créé par les Bretons, pour les Bretons, en bref un socialisme adapté à notre économie, à notre Histoire, pour notre Peuple, tout en englobant ses spécificités. Et il est alors évident que ce socialisme sera différent du socialisme hexagonal, qu'il sera davantage à l'écoute des problèmes des travailleurs bretons et donc que ceux-ci seront plus réceptifs à nos thèses, par conséquent y adhéreront avec certainement plus de conviction et de foi. Pour qu'il soit spécifiquement et authentiquement breton, ce socialisme devra être instauré par le Peuple Breton et pour lui-même, ceci par l'affirmation et l'effectivité de la lutte des classes dans le combat contre la bourgeoisie.

Mais alors, que devient l'idée d'autonomie ?

Une fois, un socialisme authentique.

ment breton instauré par les travailleurs bretons eux-mêmes, le problème de l'autonomie et même accessoirement de l'indépendance ne se pose plus. D'un socialisme nécessairement breton découlera nécessairement l'autonomie de notre pays (alors que de l'autonomie ne découlera pas le socialisme, ne l'oublions pas). Si l'autonomie en Bretagne ne donne pas automatiquement le pouvoir aux travailleurs, le socialisme breton, quant à lui, le fait par la lutte des classes, contre la bourgeoisie impérialiste française, représentante du Grand Capital et des monopoles. La prise du pouvoir par les travailleurs bretons feront qu'ils seront propriétaires des moyens de production bretons donc de leurs usines et de leur terre. Elle résoud automatiquement le problème de l'autonomie parce qu'elle se situe dans un cadre breton. Les travailleurs, dans un Front Unique Ouvriers - Paysans en se prononçant pour « un socialisme aux couleurs de la Bretagne » et ce contre la bourgeoisie, mèneront le double combat - qui, pour les peuples opprimés, est un fait un et indivisible - de la lutte des classes et de la lutte de libération nationale.

Camarades, poser le problème de l'autonomie en Bretagne semble dérisoire et est un moyen pour la petite bourgeoisie d'écarter la classe ouvrière, le Front Unique Ouvriers - Paysans (qu'il reste à construire) de son rôle primordial, décisif et historique.

En avançant cette thèse, cette nouvelle ligne, nous nous rapprochons nous, militants de l'UDB, du cadre dans lequel se situent d'autres mouvements de libération nationale, d'autres minorités qui affirment, pour leur part, que l'autonomie, à plus long terme, l'indépendance, passent obligatoirement par un socialisme propre à leur pays, à leur peuple, à leur économie (ex. : en Gua-

deloupe, au Vietnam avant 1975, à la Réunion pour n'en citer que quelques-uns). La création d'un Front de Libération Nationale, groupant partis de droite et de gauche, dans une même alliance pour l'autonomie sur des bases floues, comme il se fait en Corse (FNLC), écartant donc le rôle décisif du prolétariat et donc la lutte des classes, ne peut mener qu'à un échec et à la récupération de l'autonomie à plus ou moins long terme, par une droite musclée, à l'idéologie douteuse pour ne pas dire fascisante voire fasciste. De ceci, le Peuple Breton ne veut pas. Il l'a déjà vécu et le rejette.

Question stratégique mais capitale, faire passer la thèse du « socialisme aux couleurs de la Bretagne », d'un socialisme breton authentiquement novateur, dans le Peuple Breton, est une chance pour notre Parti. Elle est un pas de plus vers la classe ouvrière, vers le prolétariat ouvrier et paysan et c'est une occasion unique que l'UDB, alors qu'elle hésite à

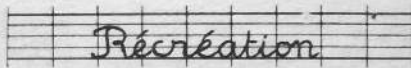
se prononcer pour l'autonomie et qu'elle éprouve tant de difficultés quant à sa définition, de devenir réellement le Parti d'Avant-Garde du Peuple Breton, s'affirmant dans la lutte des classes et dans la lutte de libération nationale, pour la construction d'un Socialisme aux couleurs de la Bretagne, par et pour le Peuple Breton.

- POUR UN SOCIALISME AUX COULEURS DE LA BRETAGNE PAR ET POUR LE PEUPLE BRETON !

- POUR LA CONSTRUCTION DU FRONT UNIQUE OUVRIERS - PAYSANS CONTRE LA BOURGEOISIE IMPÉRIALISTE ET LE CAPITALISME.

- VIVE L'AVENIR SOCIALISTE DU PEUPLE BRETON.

Yann-Krisroc'h PANNETIER  
Andrev Gweguen  
03.12.78



### Le patriotisme

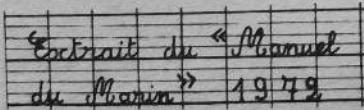
Le patriotisme, c'est l'amour de la Patrie, amour poussé jusqu'au sacrifice de l'existence. La Patrie, c'est le pays qui nous a vu naître avec l'ensemble de ses traditions, avec les mœurs, les habitudes, les idées communes à nous tous, Français, avec le lourd passé de gloire que nous ont transmis nos ancêtres et que l'étranger nous envie.

Le patriotisme est un sentiment instinctif, aussi naturel que l'amour que nous portons à nos parents. Certaines gens vous diront que la Patrie leur est indifférente : ils mentent.

A moins d'être dénué de tout honneur, tout homme aime son pays et il suffit d'un appel au jour du danger pour qu'il accourre le défendre.

Le crime le plus abominable que l'on puisse commettre contre son pays, c'est de le trahir. C'est un acte aussi odieux que d'assassiner son père ou sa mère. Il est puni de mort avec dégradation militaire. Un autre crime contre la Patrie, c'est la désertion.

N'écoutez jamais ceux qui vous invitent à désertir, même si la désertion devait vous rendre riche. N'oubliez pas qu'elle vous priverait de votre pays, ce qui est le pire des maux.



## Réponse à Liliane Riou sur l'Algérie

*Dans une lettre publiée par le numéro 5 de « Mein-Harz » (n° daté de mai 1978, p. 27-28), la camarade Liliane Riou porte un certain nombre de jugements sur l'Algérie, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont un peu hâtifs et témoignent d'une assez profonde méconnaissance de l'Algérie d'aujourd'hui.*

*Notons, en passant, l'attaque gratuite et manichéenne par Liliane Riou, au début de sa lettre, de l'U.R.S.S., le seul pays, à notre connaissance, dont une publication officielle (la dernière livraison de la « Grande Encyclopédie Soviétique » : cf. « Le Peuple Breton », n° 176, juillet 1978) reconnaisse l'existence d'une minorité nationale en Bretagne, avec toutes les conséquences politiques qu'on peut en attendre de la part de marxistes-léninistes.*

*Une question à ce propos : est-ce à l'heure où le XIV<sup>e</sup> congrès de l'Union Démocratique Bretonne, unanime, affirme que notre parti doit « prendre pleinement en compte la dimension internationale de son combat » et, par ailleurs, « donne au Bureau Politique le mandat d'entamer des démarches systématiques en direction du Mouvement Communiste International et y défendre, en particulier, le principe de l'autodétermination pour les minorités nationales » qu'il convient d'attaquer en termes si globalement négatifs l'U.R.S.S. dans une publication du parti qui n'est pas seulement interne ? (Serait-ce la première de nos démarches systématiques ?).*

*Revenons à l'Algérie, avec une première remarque : ce n'est pas dans « La Nouvelle Critique », la revue du Parti Communiste Français traduisant aujourd'hui le mieux les préoccupations de la couche intellectuelle nationaliste social-démocrate française du P.C.F., qu'il faut que nous, nationalistes révolutionnaires bretons, allions chercher nos références et nos jugements sur l'Algérie révolutionnaire contemporaine.*

*Il est bien certain que, du fait de l'idéologie qu'elle véhicule, la presse communiste française a (et aura de plus en plus) tendance à espérer trouver partout dans les anciennes colonies françaises les survivances de la culture française; il n'est donc pas étonnant qu'elle les trouve, tant il est vrai que les limites de l'observation sociale objective y sont celles tracées par les marques profondes d'un enseignement et d'un environnement culturels jamais remis en cause et au service exclusif de l'impérialisme culturel français, c'est-à-dire de l'impérialisme français tout court (il n'est pas besoin de voyager beaucoup dans les milieux d'affaires en Afrique « francophone » pour se rendre compte du rôle essentiellement marchand qu'y joue la langue française en tant que telle : elle est l'un des premiers instruments de la vente par la France à ses anciennes colonies de biens d'équipement, quand bien même les conditions*

de financement offertes aux pays concernés par la République Fédérale d'Allemagne ou d'autres États sont bien préférables pour les clients potentiels).

En Afrique « francophone » mais justement pas en Algérie, d'une part parce que l'Algérie n'est pas un pays francophone - ou l'est de moins en moins -, d'autre part parce qu'elle s'est donnée des dirigeants révolutionnaires suffisamment nationalistes et conséquents pour faire passer l'intérêt du peuple algérien avant celui du capitalisme français.

Liliane Riou pose le problème des Berbères d'Algérie, à travers leur langue.

Il faut d'abord savoir qu'il convient de manier avec précaution le concept même de « Berbères » :

« Il est malaisé de définir un critère de « berbéricité », car les aires définies selon le mode habituel ne se recouvrent pas, qu'il s'agisse du critère de la race (les caractéristiques anthropologiques ne permettent pas de parler d'une race berbère), de celui de la langue (un certain nombre de Berbères sont arabophones), de celui des coutumes et de et de la vie sociale (on trouve des similitudes avec celles des Bédouins nomades) ou de ceux du droit ou de la religion. Cependant, dans tous ces domaines on trouve des caractéristiques berbères. Le critère reconnu habituellement est celui de la langue, de sorte qu'aujourd'hui lorsqu'on parle des Berbères, on désigne en fait les populations berbérophones. »

(Gilbert Grandguillaume, « Grande Encyclopédie Larousse », Article « Berbères », 1972).

En Algérie, ces populations berbérophones se répartissent actuellement en quatre grands groupes :

(par ordre d'importance numérique)  
 les Kabyles (de Grande Kabylie, principalement), de loin le groupe le plus nombreux,  
 les Chaouis des Aurès (Batna),  
 les Mozabites du Mزاب (Ghardaïa),  
 les Touareg du Hoggar (Tamanrasset)

On compte généralement que l'ensemble de ces populations de langue berbère représente actuellement environ 15 % du total (15.000.000 d'habitants) de la population algérienne, soit la moitié du chiffre d'il y a 20 ans.

La langue berbère est parlée par elles sous différentes formes dialectales (quatre principales, correspondant aux quatre groupes) et écrite (selon un alphabet spécifique d'environ 35 lettres, le tifinag) seulement par les Touareg (au nombre de 5.000 environ), chez qui ce sont d'ailleurs les femmes qui ont la main de l'écriture.

Cette langue n'est pas enseignée en Algérie et on ne peut que le regretter (on le regrettera encore plus pour le Maroc, où les berbérophones constituent 40 % de la population). Il est exact, cependant, que des revendications populaires allant dans ce sens se sont élevées, en particulier en Kabylie, lors de la discussion de la « Charte Nationale » algérienne, en 1976. Les journaux (« El Moujahid », etc...) s'en sont alors faits l'écho. Mais le consensus général qui s'est dégagé (grâce, sans doute, à la prépondérance numérique des arabophones) a abouti à ce qu'une seule langue nationale continue d'être reconnue et enseignée dans toute l'Algérie : l'arabe.

De là à dire que la langue berbère y est réprimée, il y a un fossé que nous ne devrions pas franchir : il est plus juste de dire qu'elle n'est pas encouragée au niveau de l'enseignement; mais quand on sait que la radio algérienne comporte trois chaînes :

- l'une en arabe
- la deuxième en kabyle
- et la troisième internationale (français, anglais, espagnol, etc...),

on cherche vainement où est la répression. Parlerons-nous de répression quand la langue bretonne aura une « France-Culture » (rebaptisée) à elle seule pendant toute la journée ? Il faut savoir que sur cette chaîne en kabyle, lors des émissions en direct avec intervention d'auditeurs au téléphone (ce qui est très fréquent), quand l'auditeur qui a appelé se met à parler en autre chose que la berbère (arabe ou français), l'animateur raccroche immédiatement.

Par ailleurs, c'est très fréquemment que passent sur toutes les chaînes et à la télévision des chansons berbères (généralement en kabyle) ou de la musique berbère.

En tout état de cause, il ne nous appartient pas, à nous, militants bretons, de choisir pour le peuple algérien ce qu'il doit se donner pour langue nationale et d'enseignement quand lui-même, y compris sa partie berbérophone, a décidé que ce serait uniquement l'arabe.

Quant à Jugurtha et Kahina, qu'on se rassure (sans guillemets) : ils sont bien présents dans la mémoire collective du peuple algérien et au cas où on viendrait à les oublier, les études de la S.N.E.D. (Société Nationale d'Édition et de Diffusion) sont là pour mettre leurs exploits à la portée de tous (dans des brochures diffusées à des prix défiant toute concurrence).

Une remarque essentielle ici, pour ceux qui veulent à tout prix établir des comparaisons : la Bretagne en « France » aujourd'hui, ce n'est pas la Kabylie en Algérie aujourd'hui; la Bretagne en « France » aujourd'hui, c'est l'Algérie en « France » hier. C'est ce que nous nous devons d'expliquer aux camarades algériens, y compris kabyles, qui acceptent de discuter avec nous.

Liliane Riou, généralisant son raisonnement (aggravant son cas !), va plus loin : selon elle : « toutes les langues populaires sont réprimées en Algérie » (avec pour toute source une citation de... « La Nouvelle Critique » !).

Soyons clairs : des langues populaires, en Algérie, il y en a deux : le berbère, que nous venons d'évoquer (parlé sous des formes dialectales) et l'arabe dialectal.

A partir du moment où l'Algérie, se reconnaissant du monde arabe (et elle l'est par sa civilisation comme par sa religion), a choisi l'arabe comme langue nationale, peut-on imaginer que l'arabe enseigné soit un dialecte qui (comme le breton en Bretagne) varie d'un endroit à un autre ? Imagine-t-on le breton langue nationale en Bretagne, avec un enseignement ici en léonard, là en haut-vannetais, ailleurs en trégorois ou en bas-cornouaillais... ? Contentons-nous de dire que la critique n'est pas sérieuse et ce ne sont pas les camarades bretonnants linguistes, qui ont consacré tant d'efforts à la mise au point d'une forme homogène et unique, comprise par tous, de la langue bretonne, qui nous contrediront.

De la même façon, les responsables algériens (et avec eux, maintenant, ceux de la quasi-totalité du monde arabe) ont voulu que fût enseignée une langue arabe commune, simple, populaire, compréhensible de Casablanca à Bagdad : c'est l'arabe des journaux et des radios, qui n'est ni dialectal, ni littéraire, ni coranique (ces deux dernières formes étant strictement incompréhensibles pour 99,95 % du peuple algérien - faut-il entendre que Liliane Riou les classe aussi dans les langues « populaires » ?) et qui est maintenant la langue de l'enseignement.

Enfin (sur la langue), dans les écoles algériennes comme dans celles de nombre de pays, on enseigne aussi des langues étrangères, dont le français. Dans beaucoup de pays, les langues étrangères sont enseignées dès l'école primaire, ce qui est assurément bien meilleur du point de vue pédagogique. Fallait-il que, parce que l'enseignement français est assez stupidement élitiste pour ne faire bénéficier de l'apprentissage des langues étrangères que les élèves à partir du secondaire, l'Algérie dût en faire autant ? On entend d'ici les hauts cris des critiques reprochant alors à l'enseignement algérien son mimétisme sur le « modèle » colonial !

La réalité est simple : l'Algérie, comme tous les pays, a besoin, pour assurer son développement d'une langue internationale qui lui donne largement accès à la science moderne et aux techniques industrielles, ce que, jusqu'à présent, l'arabe ne permet pas. Elle a essentiellement choisi le français, plus accessible aux Algériens que l'anglais, pour des raisons historiques faciles à comprendre. Qui pourrait sincèrement le lui reprocher ? Qui, à l'U.D.B., envisage sérieusement de supprimer l'enseignement du français, demain, en Bretagne ?

Dernière accusation contre l'Algérie, mais non la moindre :

« (...) l'on s'interroge sur la valeur d'un socialisme qui impose une religion d'Etat (...) ».

On pourrait s'interroger, surtout, sur la valeur d'un socialisme qui ne respecterait pas la volonté populaire.

Or il se trouve, précisément, que, sous l'impulsion personnelle de Houari Boumediène et de la direction révolutionnaire de l'Etat algérien, toute référence à l'Islam en tant que religion d'Etat avait été supprimée de l'avant-projet de Charte Nationale, diffusé à des millions d'exemplaires et base écrite et largement amendable (totalement même) du débat proposé début 1976 à la **totalité** du peuple algérien, ceci, donc, en rupture avec la Constitution algérienne de 1963.

Ce fut alors, dans tout le pays, un tollé général, révélé en direct à la radio et à la télévision par la retransmission des discussions des innombrables assemblées populaires tenues dans les usines, dans les villages agricoles, dans les ports, dans les bureaux, dans les écoles et les universités, dans les quartiers - partout où l'on travaille et partout où l'on vit. Et c'est sous cette immense pression populaire, quasi-unanime, que l'Islam fut officiellement maintenu dans sa fonction de religion d'Etat, ce qui n'a nullement empêché la nationalisation ultérieure des écoles coraniques (en même temps, d'ailleurs, que celle des écoles catholiques) et leur intégration dans un enseignement d'Etat qui, lui, est laïc et ce qui, surtout, n'a pas empêché l'Algérie de continuer sa marche progressive - mais radicale - vers le socialisme.

Un pas en avant, mais un pas seulement.

Il faut, à ce propos, dénoncer ici une assimilation qui, pour un militant breton, surtout s'il est marxiste, risque d'être instinctive : celle de l'Islam au christianisme, au catholicisme.

Une telle projection est abusive et mauvaise car les deux religions n'ont absolument pas tenu le même rôle pour les deux peuples, algérien et breton.

Si, en Bretagne, la religion terroriste de Dom Michel Le Nobletz et du Père Maunoir, religion du renoncement, de la soumission, de l'épouvante de l'enfer, a été l'un des principaux instruments de l'asservissement au pouvoir colonial et de l'assimilation à la France :

« Je me les représente bien, il est vrai, comme (...) des prédicateurs tonnants qui ont vivement et profondément remué les masses avec leurs menaces de peines éternelles, leurs tableaux terrifiants des damnés, des démons et de l'enfer (...). (...) Le Nobletz, de pur sang breton, mais ouvert aux souffles du dehors, travaillera à faire entrer la Bretagne dans le courant français (...) » (Abbé Louis Kerbirou, dans « Les Missions Bretonnes. Histoire de leurs Origines Mystiques » - Nihil obstat : Rome, 1932; Imprimatur : Quimper, 1933; Imprimerie L. Le Grand, Brest, 1933),

au contraire l'Islam a été, en Algérie, pendant toute la période de la colonisation française, le fer de lance de la révolte devant l'oppression étrangère et l'âme d'une résistance nationale parfois bâillonnée mais jamais étouffée.

Cette résistance s'est cristallisée dans les années 1930 autour de l'Associa-



tion des ulémas, dirigée par Abd el-Hamid Ben Badis (« L'arabe est ma langue, l'Islam est ma religion, l'Algérie est ma patrie »), favorable à une interprétation moderniste de l'Islam et qui a vite acquis une très forte influence sur l'ensemble de la population autochtone de l'Algérie, le but suprême de l'Association étant de régénérer le pays et lui faire prendre conscience de ses valeurs propres pour le mener à la révolte contre l'occupant et le conduire à l'indépendance.

C'est ce qui explique que, lorsque le Front de Libération Nationale (F.L.N.), nouvellement créé, appelle le peuple algérien à l'insurrection nationale, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, son but avoué est

« (...) la restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques (...) » (c'est nous qui soulignons).

Ce n'est qu'à ce prix que le F.L.N. peut recevoir rapidement l'appui de l'ensemble du peuple algérien, qui se reconnaîtra bientôt en lui.

L'observation attentive du déroulement, 22 ans plus tard, de la campagne pour la Charte Nationale et des débats servant à déterminer les textes de principe qui doivent y figurer montre que, dans ce domaine, la situation n'a guère changé : le peuple algérien se reconnaît toujours, dans son immense majorité, dans l'Islam, qui est pour lui religion à la fois de tradition, de respect de son passé et de son histoire, et de libération.

Notons aussi que la fraction du peuple algérien qui se reconnaît le mieux, le plus complètement, dans l'Islam et qui y tient le plus est la fraction féminine (Mesdames et Messieurs du « Nouvel Observateur » spécial « Maschino » et « Condition de la femme en Algérie » - ça fait vendre -, bonjour en passant...).

Sur le rôle historique, libérateur et progressiste, de l'Islam (qui, par ailleurs, reste, en soi, une religion, donc un bouillon de culture d'obscurantisme), Lénine ne s'était d'ailleurs pas trompé, qui écrivait :

« Il est intéressant de noter que le mouvement révolutionnaire démocratique a maintenant gagné les Indes hollandaises, l'île de Java et les autres colonies de la Hollande (...).

Ce mouvement démocratique est animé en premier lieu par les masses populaires de Java, au sein desquelles le courant nationaliste a pris naissance sous le drapeau de l'Islam. (...).

Les ouvriers des pays avancés suivent avec intérêt et enthousiasme cette puissante montée du mouvement mondial de libération, qui se lève dans tous les continents et prend les formes les plus diverses. La bourgeoisie d'Europe, effrayée par la force du mouvement ouvrier, s'est jetée dans les bras de la réaction, du militarisme, du cléricanisme et de l'obscurantisme. Mais la relève de cette bourgeoisie qui est un véritable cadavre vivant est assurée par le prolétariat des pays européens et par la jeune démocratie des pays d'Asie, sûre de ses

forces et faisant confiance aux masses. » (Article « L'éveil de l'Asie », dans la « Pravda », n° 103, 7 mai 1913 : cf. Lénine, « Oeuvres », tome 19, p. 78-79, Éditions Sociales, Paris-Éditions du Progrès, Moscou, 1967).

Et, plus tard :

« Un mouvement d'émancipation nationale souleva les peuples opprimés de Russie. (...) Les musulmans, par exemple, qui sont en Russie des dizaines de millions, fondèrent alors avec une promptitude admirable une ligne musulmane (...). » (Lénine, « Rapport sur la Révolution de 1905 », Janvier 1917 : cf. « Oeuvres », t. 23, p. 272).

Enfin, le 7 août 1921, dans un télégramme au Bureau du Turkestan du Comité Central du Parti Communiste (Bolchévik) de Russie, Lénine demandait l'élaboration d'une politique spécifique à l'égard des masses musulmanes, indiquant qu'elle devait être « un modèle pour tout l'Orient » (cf. « Oeuvres » t. 35, p. 535).

Voilà qui illustre suffisamment ce que pensait de l'Islam et de son rôle libérateur à l'échelle de l'histoire celui qui sur le christianisme était tout aussi net, parlant, début janvier 1917, à propos du social-pacifisme,

« d'un rôle rigoureusement identique à celui que les prêtres chrétiens ont joué au cours des siècles en fardant de phrases sur l'amour du prochain et sur les enseignements du Christ la politique des classes exploiteuses, des maîtres d'esclaves, des féodaux et des capitalistes, en faisant admettre aux classes opprimées la domination de ces derniers. » (dans : « Projet de thèses d'un appel à la Commission socialiste internationale et à tous les partis socialistes », Janvier 1917 : cf. « Oeuvres », t. 23, p. 230).

On ne saurait être plus clair.

EN CONCLUSION et pour revenir à ce que nous écrivions au début de ces quelques réflexions, il nous paraît essentiel que nous nous gardions dorénavant, nous, militants de l'U.D.B., de jugements péjoratifs hâtifs sur des États et des régimes qui, s'ils ne sont pas parfaits, sont parmi les seuls aptes à nous soutenir politiquement un jour dans notre combat pour la libération nationale et sociale de la Bretagne.

Il ne nous sera alors pas interdit de penser que c'est à l'Union Démocratique Bretonne que reviendra le rôle historique de démentir cette conclusion apportée par Henri Hubert à sa célèbre étude sur « Les Celtes et la civilisation celtique » :

« (...) Cette race originale et vigoureuse (...) a échoué dans ses créations politiques, faute surtout d'avoir eu la notion de l'État et le

sens suffisant de la discipline (...). » (cf. ouvrage cité, chez Albin Michel, 1974, p. 294),

même si nous devons bien nous garder de laisser s'éteindre ce

« feu révolutionnaire de l'ouvrier celté »

que Karl Marx opposait à

« la nature solide mais lente de l'ouvrier anglo-saxon. »  
(dans l'article « Note confidentielle », Mars 1870 : cf. Marx-Engels,  
« Textes sur le colonialisme », Éditions en langues étrangères,  
Moscou, vers 1962, p. 321).

*Un peu plus de solidité et parfois de lenteur, un peu moins de spontanéité, c'est sans doute ce qu'il faudra, de plus en plus, aux militant(e)s de l'U.D.B. : avant de nous enflammer pour une juste cause, il nous faudra peut-être d'abord nous assurer qu'elle est bien juste, ensuite être certains que la nôtre, celle de la libération de la Bretagne, n'est pas au moins aussi juste et, peut-être, plus juste encore.*

Yvon Le Floc'h  
01.09.78

# MEIN-HARZ

REDACTION :

Laurent LE PAGE  
Kerveguen - GUENCAT  
29136 PLOGONNEC  
Tél. (98) 94.36.90

Vous pouvez adresser directement vos commandes de MEIN-HARZ, à partir de ce numéro, à :

Albert DESHAYES  
15, Bd de Bretagne  
29000 QUIMPER

Pour une commande d'un exemplaire, joignez 10 F + 1,50 F de frais d'envoi.

Vous pouvez vous abonner pour 3 numéros à suivre en joignant un chèque de 33,00 F.

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....  
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature : .....

A ..... le ..... 197

Adressez ce bulletin (découpe ou recopie) à U.D.B. B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

**ABONNEZ-VOUS**

**LE PEUPLE  
BRETON**

Boite Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

**ABONNEZ-VOUS**

**P<sup>UDB</sup>BL  
VREIZH**

en langue bretonne

**RADIO - U.D.B.  
Tel. (16.98) 80.18.47**



En conséquence, le Congrès affirme que :

1. - La libération du peuple breton passe par l'action combinée de tous les courants anti-impérialistes et par le combat pour la libération sociale de tous les travailleurs.

2. - Le droit du peuple breton à la séparation ne doit pas faire de celle-ci une obligation. Le séparatisme en Bretagne est actuellement inadapté.

3. - La complexité des problèmes socio-économiques de la Bretagne ne se laisse pas réduire à une simple question nationale. Celle-ci ne pourra être résolue que si elle devient la composante du combat contre la domination des monopoles et du combat pour la conquête des libertés démocratiques.

4. - L'autodétermination du peuple breton passe nécessairement par l'unité d'action de toutes les forces démocratiques qui luttent, en Bretagne dans l'hexagone contre le capitalisme monopoliste d'état, en Europe et dans le monde, contre les sociétés multinationales.

5. - Un changement institutionnel et l'élaboration d'un programme visant à la libération économique, politique et culturelle du peuple breton est nécessaire.

6. - Le programme étudiera un statut d'autonomie pour la Bretagne qui assurera au peuple breton une souveraineté législative et exécutive, administrative et judiciaire, permettant un choix réel de société. Cette souveraineté ne pourra être limitée que par le seul consentement du peuple breton lui-même. L'application de l'autonomie socialiste dans tous les domaines est une direction privilégiée de recherches pour l'élaboration du programme.

7. - Le B.P. aura la charge de mettre un tel projet à discussion dans les 2 ans à venir. Le programme ne devra pas se contenter d'être un projet institutionnel, mais devra se prononcer sur tous les problèmes de société. Aussi il importe que les discussions commencent le plus tôt possible dans l'ensemble du parti. ...

Parallèlement à ces discussions à la base, des commissions techniques (une par secteur : agriculture, éducation, industrie, écologie, etc...) élaboreront des dossiers qui seront communiqués à l'ensemble du parti par la presse interne. La presse interne devra aussi être l'écho de l'état des discussions dans chaque fédération.

Par la suite, le B.P. ou Convention réalisera le texte final.

8. - Le régionalisme octroyé n'est pas justifié en Bretagne, il ignore le principe de la souveraineté du peuple breton en soumettant ce dernier à une tutelle arbitraire.

9. - L'autonomie socialiste est incompatible avec le chauvinisme, la négation du fait national, et le nationalisme bourgeois auxquels le congrès oppose le nationalisme révolutionnaire étroitement lié à l'internationalisme prolétarien.

10. - L'autonomie socialiste que défend l'U.D.B. est une critique quantitative, mais aussi qualitative de la société capitaliste que nous subissons. L'U.D.B. doit donc développer la réflexion et la discussion sur une autre forme de société et d'économie socialiste.

11. - Le point suivant sera ajouté à la charte de l'U.D.B. : « L'U.D.B. condamne le chauvinisme, la négation du fait national, et le nationalisme bourgeois auxquels elle oppose le nationalisme révolutionnaire ».

# CONGRES DE BREST

Mein-Harz est édité par l'U. D. B. BP 304 - 29273 BREST CEDEX.

Responsable de la publication : L. Le Page.

Imprimerie de l'U.D.B. COMPOSITION : Imp du Marin - Le Guilvinec.